2022/
2023

BULLETIN

ASSOCIATION
POUR L'HISTOIRE
DE BNP PARIBAS

Directeur de la publication : Patrick de Villepin
Rédacteur en chef : Roger Nougaret

Ont participé à ce numéro : Stéphanie Billonneau, responsable Archives historiques de HSBC Continental Europe ; Jean-Philippe Bouilloud, professeur à l'ESCP Business School ; Éric Bussière, professeur émérite à Sorbonne Université ; Thierry Coussieu, ancien cadre dirigeant de BNP Paribas ; Anne de Kermadec-Bentzmann, ancienne représentante de BNP Paribas à Shanghaï ; Marie Laperdrix, responsable du département Archives et Histoire de BNP Paribas ; Marie-Emmanuelle Leroy, ancienne cadre dirigeante de BNP Paribas ; Laure de Llamby, responsable Prospective et stratégie, Fédération des Caisses d'épargne ; Valérie Marchal, responsable des Archives historiques de la Société générale ; Eric Monnet, directeur d'études à l'EHESS ; Roger Nougaret, ancien responsable Archives et Histoire de BNP Paribas ; Pascal Pénot, responsable des Archives historiques de Crédit agricole SA ; Laure Quennouëlle-Corre, directrice de recherches au CNRS ; Marie-Ève Rakuzin, recherche et médiation historique Archives et Histoire BNP Paribas ; Fabrice Rezé, responsable des archives de la Banque de France ; Roger Solomé, ancien senior banker de BNP Paribas.

Maquette et mise en page : Loreleï Lebuhotel

ISSN 2969-1184
Publié le 24 mars 2023

Illustration de couverture :

Le hall de l'« hôtel » du Comptoir national d'escompte de Paris, rue Bergère à Paris, en 1882. Gravure d'Auguste Deroy, d'après une photographie de Louis Emile Durandelle, parue dans *L'Illustration* en 1882, à l'occasion de l'inauguration du siège. 140 ans après cette inauguration, le bâtiment sort du patrimoine du Groupe BNP Paribas et une partie du mobilier est vendue à l'hôtel des ventes Drouot au profit de la Fondation BNP Paribas. Cet exemple illustre une géographie économique et historique des territoires en constante évolution, tout comme la composition des actifs d'une entreprise ou ses modes d'organisation, en fonction de l'évolution technologique. L'effacement de ces repères mémoriels rend d'autant plus nécessaire le maintien et la valorisation de la mémoire historique de la Banque.

SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL, Patrick de Villepin, président

5 SOUS LE REGARD DES HISTORIENS

5 *Paribas et BNP Paribas en Italie : quelques jalons*, Éric Bussière
8 *Paul Laffitte, financier, scénariste, éditeur et humoriste,* Jean-Philippe Bouilloud

11 MÉMOIRES DE BANQUIERS ET BANQUIÈRES

11 *Un parcours chinois. 2) Shanghai,* Annick de Kermadec-Bentzmann
13 *L'affaire du vrai faux rapport de Lyon,* Roger Solomé

14 DOSSIER : LA FONCTION ARCHIVES ET HISTOIRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES FRANÇAIS

14 *La Banque de France,* Fabrice Rezé
16 *Le Crédit agricole,* Pascal Pénot
18 *Les Caisses d'épargne,* Laure de LLamby
20 *La Société générale,* Valérie Marchal
22 *HSBC Continental Europe,* Stéphanie Billonneau

24 ARCHIVES ORALES : BILAN 2022, Roger Solomé et Thierry Coussieu

28 NOTES DE LECTURE

28 *The Worldwide legacy of Haute Banque* (note de Roger Nougaret)
28 *Marcel Proust. Lettres à Horace Finaly* (note de Marie Laperdrix)
29 *Banking Networks. BNP Paribas Fortis, 1822-2022* (note de Roger Nougaret)
30 *Explorer les Archives et écrire l'Histoire* (note de Laure Quennouëlle-Corre)
31 *A propos de deux livres :* interview d'Éric Monnet

33 UN DOCUMENT, UNE HISTOIRE

L'escompte bancaire dans les années 1880, Marie-Ève Rakuzin

35 HOMMAGE

Pierre-Édouard Noyelle (1948-2022), Roger Nougaret
Gerasimos Notaras (1936-1922), Roger Nougaret

36 ACTUALITÉS DU DÉPARTEMENT ARCHIVES ET HISTOIRE, Marie Laperdrix

39 LA VIE DE L'ASSOCIATION ET DE SES INSTANCES EN 2022, Thierry Coussieu

41 LES INSTANCES ET L'ÉQUIPE DE L'ASSOCIATION

Chers membres et amis de notre association,

Comme la Banque, l'Association pour l'histoire de BNP Paribas s'adapte et se renouvelle. Pour la 3e fois en moins de 5 ans, elle déménage et quitte le quartier historique des IIe et IXe arrondissements, qui l'a vue naître, pour le 150 rue du Faubourg-Poissonnière, dans le Xe. À l'image de la Banque, l'Association accompagne la transhumance d'une partie de ses salariés vers le nord-est de Paris et la Seine-Saint-Denis. Elle s'éloigne de son siège social mais rejoint un immeuble qui réunit déjà plusieurs associations du Groupe, notamment l'Amicale des Retraités (ADR) avec laquelle elle entend renforcer ses liens.

Le bilan de l'année écoulée est significatif et prometteur : à la faveur du déménagement, le transfert à Dinan d'une partie de nos archives historiques s'est accompagné d'une réflexion stratégique et d'un recentrage sur nos missions ; la reprise d'une collecte dynamique d'archives orales (11 entretiens en 2022) s'est complétée d'une numérisation de tout le stock d'entretiens existant ; la publication trilingue de *Banking Networks* a permis à l'Association de jouer pleinement son rôle académique et son devoir de mémoire à travers une contribution franco-belge au bicentenaire de BNP Paribas Fortis. Que ceux qui ne l'auraient pas reçue n'hésitent pas à nous la commander ; enfin, la participation active de notre Association aux Mélanges en hommage à Roger Nougaret (*Explorer les archives et écrire l'Histoire*, éd. Droz) s'est conclue à l'occasion d'une belle cérémonie à l'École des chartes, en présence de Michel Pébereau et de nombreux historiens.

D'année en année, notre Bulletin annuel ne cesse de s'enrichir et de s'étoffer. Il approche désormais les 50 pages, preuve de sa vitalité. Au menu, vous découvrirez notamment un dossier très fourni sur la fonction Archives & Histoire au sein des établissements bancaires français, des articles divers et variés sur la Banque en Italie et en Asie, sur Paul Laffitte ou l'escompte dans les années 1880, sans oublier l'hommage à deux disparus de l'année. Au titre des projets 2023, il convient de citer la modernisation nécessaire de notre site internet (encore et toujours…), la numérisation d'une partie de nos fonds, la poursuite de la collecte d'archives orales et, à l'automne prochain, une visite commentée des archives de la Banque à Dinan. N'hésitez pas à vous inscrire.

Au nom du conseil d'administration, j'appelle tous les salariés et retraités qui le souhaitent à nous rejoindre. L'Association pour l'histoire de BNP Paribas a besoin de bénévoles pour enraciner la mémoire de notre Groupe, cultiver son identité et participer ainsi à la construction de son avenir. Pour renforcer les liens qui nous unissent, l'Association invite ses adhérents (et tous ceux qui le souhaitent) à son assemblée générale du jeudi 20 avril prochain à 15h, en présentiel (150, rue du Faubourg-Poissonnière 75010 Paris) ou en distanciel via Teams (un lien sera communiqué). Cette AG sera précédée à 12 h 30 d'une conférence donnée par l'historien Fabien Bartolotti, lauréat du prix AFHE-BNP Paribas, sur l'histoire économique du port de Marseille et ses enjeux environnementaux. Nous vous espérons nombreux.

Enfin, je tiens à remercier chaleureusement Robert Coulon, notre trésorier depuis vingt ans, qui nous laisse une situation financière extrêmement saine. Merci à Roger Nougaret de reprendre le flambeau ! N'hésitez pas à nous transmettre vos souhaits pour nous permettre de toujours mieux répondre à vos attentes. Bonne lecture !

Patrick de Villepin
Président
patrick.devillepin@bnpparibas.com

PARIBAS ET BNP PARIBAS EN ITALIE : QUELQUES JALONS

Éric Bussière

L'Italie est l'un des tout premiers partenaires économiques de la France, que l'on parle d'échanges commerciaux ou de flux financiers, une réalité que l'on constate depuis l'époque de l'unification italienne jusqu'à nos jours. Mais le cours de ces relations a également été influencé par celui des relations politiques entre les deux pays. L'activité des banques se caractérise ainsi tout à la fois par la proximité des structures et des cultures économiques et des inflexions liées au contexte politique et institutionnel présidant à leur activité. Pour jauger de cette réalité, nous observerons ici une série de moments relatifs à la banque Paribas puis BNP Paribas : la relance du partenariat franco-italien au tournant du XXe siècle, le temps du Traité de Rome, celui de la mise en place de l'UEM.

LE PARTENARIAT FRANCO-ITALIEN AUTOUR DES ANNÉES 1900

Le tournant du XXe siècle est marqué par une inflexion dans les rapports franco-italiens. Les relations économiques et financières, déterminantes à l'époque du Second Empire - à travers le rôle du Crédit mobilier en Italie et celui de la place de Paris dans le placement des titres de la dette italienne à l'époque de l'unification -, se sont dégradées du fait de la participation de l'Italie à la triple alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1882. Le marché parisien se ferme alors aux émissions italiennes et les deux pays entrent dans une guerre commerciale de douze ans à partir de 1886. La finance allemande profite des opportunités ainsi offertes pour installer son influence en Italie en participant à la création de la Banca commerciale italiana (Comit) en 1894 et du Credito Italiano en 1895.

À la fin des années 1890, l'Italie souhaite toutefois rééquilibrer son positionnement international, ce qui crée un contexte favorable au redressement de l'influence française. La signature du traité franco-italien de 1898 y pourvoit sur le plan commercial, tandis que l'on assiste au retour en force de la finance française en Italie à travers la participation de Paribas à deux augmentations de capital de la Comit en 1899 et en 1900, accompagnée du rachat d'un paquet d'actions à Bleichröder. Paribas devient dès lors un partenaire actif de la Comit qu'elle accompagne dans plusieurs opérations d'émission, dont la conversion de la rente italienne 5 % en 1906, opération rompant avec l'attitude d'abstention du marché parisien depuis 1882. La période est aussi marquée par le développement de partenariats outre-mer, à l'image de la création conjointe par la Comit, Paribas et la Société générale, de Sudameris - Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, en 1910 ; cette création s'inscrit dans la forte dynamique des investissements européens dans le sous-continent américain.

Edouard Noëtzlin

La relation bancaire ainsi décrite est toutefois loin de ne relever que du jeu d'influences successives. Elle relève de ce que l'on peut qualifier « d'hybridation » du système bancaire italien par le jeu d'influences

convergentes et de réseaux diversifiés. Une hybridation facilitée par le contexte d'ouverture économique de la première mondialisation mais aussi consciemment intégrée au jeu des acteurs. Édouard Noëtzlin (1848-1935), alors administrateur de la Comit pour Paribas, n'écrivait-il pas à Otto Joel, directeur général d'origine autrichienne de la Comit, en août 1902, que celle-ci devait tendre vers un modèle intermédiaire entre la banque universelle à l'allemande et celui de la banque d'affaires à la française ?

LE TEMPS DU TRAITÉ DE ROME

La reconstruction de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale marque un nouvel épisode dans les relations bancaires franco-italiennes. C'est celui de la reconstruction volontaire d'une économie européenne ouverte associant à la fois considérants économiques et politiques. Le plan Marshall, à partir de 1948, devait pourvoir à une telle reconstruction et plus encore conduire à l'intégration des économies européennes. Paribas voit dans le plan Marshall le moyen de faire renaître les flux financiers privés à l'échelle européenne. Une réflexion qui se développe au sein d'un Comité bancaire européen créé en 1948 dont font aussi partie Mediobanca, la Comit et des banques belge, néerlandaise, suisse.

L'initiative de Paribas et du groupe Comit-Mediobanca, conduite par le président-fondateur de cette dernière, Enrico Cuccia (1907-2000), vise à contrebalancer le caractère dirigiste des reconstructions en cours en Europe occidentale, en créant une institution chargée de favoriser les investissements industriels privés dans l'espace couvert par le plan Marshall. L'institution ainsi conçue appuierait son activité sur une dotation en dollars prélevée sur les crédits Marshall, dotation qui serait principalement utilisée comme garantie aux prêteurs et investisseurs, notamment américains. Une tentative marquée par la volonté italienne dès 1945 de renouer les relations bancaires avec la France et animée par une nouvelle institution, Mediobanca, dont l'objectif stratégique est de promouvoir la modernisation de l'industrie italienne, une stratégie très proche des axes développés par Paribas au même moment.

Enrico Cuccia, vers 1950 (Cl. ICAR)

L'échec, dû pour partie aux hésitations du gouvernement français, ne mit pas un terme aux ambitions de Paribas. La signature du Traité de Rome provoque une nouvelle initiative. La création de la SFIDI (Société franco-italienne de développement industriel) en 1958 avec la Banca Nationale del Lavoro et l'Istituto Mobiliare Italiano vise à inscrire l'action des banques au cœur du processus de coopération entre entreprises que doit favoriser le Marché commun. La SFIDI conduit l'étude des partenariats possibles dans l'industrie, à travers les grandes opérations de développement régional en cours comme celle du Mezzogiorno, d'investissements conjoints en Afrique du Nord. Mais comme pour l'expérience antérieure, la logique de ce modèle de coopération organisée ne donne que peu de résultats. À la fin de 1960, le partenaire italien constate que les industriels agissent sans passer par l'intermédiaire de structures intermédiaires pilotées par les banques. Ils s'adressent plus volontiers à des consultants spécialistes de la gestion et de la stratégie au service d'entreprises ou d'organismes publics de développement. La SEMA, créée avec l'appui de Paribas en 1958, développa avec beaucoup de succès ce type d'activité à l'échelle européenne, notamment à travers une filiale italienne et à travers des partenaires italiens comme Italconsult.

L'échec de la SFIDI et de son alter ego pour l'Allemagne, la SEDI (Société européenne de développement industriel), posa dès lors la question de la stratégie à adopter pour construire des partenariats institutionnels durables entre banques européennes. La question valait aussi bien pour l'Italie que pour les autres partenaires européens des banques françaises. Pour Paribas, la recherche de partenariats directs avec des établissements de premier rang n'aboutit à aucun résultat tangible, à l'image de la tentative manquée avec la Banca Nazionale dell'Agricoltura en 1964-1965. Paribas se cantonna dès lors à travailler avec des partenaires historiques comme la Comit, notamment dans le cadre des grandes opérations financières internationales qui se développèrent à partir du milieu des années 1960, tandis que les banques à réseau trouvèrent des formes un peu plus stables mais non durables sur le long terme à travers les clubs bancaires des années 1960 et 1970 (Abecor, Europartenaires…).

A L'HEURE DE L'UNION BANCAIRE EUROPÉENNE

Dans cette perspective, la prise de contrôle de la BNL (Banca Nazionale del Lavoro) par BNP Paribas à la fin de 2006 représente une nette inflexion dans le processus des rapprochements bancaires franco-italiens. Pour la première fois, il est possible de parler d'intégration bancaire au sein d'un groupe, intégration elle-même rendue possible par les privatisations engagées en Europe à partir des années 1980 et surtout par le saut institutionnel que représente l'UEM puis ses développements ultérieurs. C'est là la grande différence avec la période des années 1950 et 1960, à une époque où, pourtant, les proximités culturelles et la volonté de construire l'Europe étaient très présentes en France comme en Italie. Il n'en reste pas moins que le modèle d'intégration en cours de développement ne conduit pas à l'effacement total des particularismes liés aux marchés domestiques. Dès lors, la spécificité de la relation franco-italienne, notamment dans sa dimension historique, conserve toute sa pertinence.

Le siège de BNL à Rome - Tiburtina

PAUL LAFFITTE, FINANCIER, SCÉNARISTE, ÉDITEUR ET HUMORISTE : UN ENTREPRENEUR FIN DE SIÈCLE AUX MULTIPLES TALENTS.

Jean-Philippe Bouilloud

« Un idiot pauvre est un idiot, mais un idiot riche est un riche. »

« La fortune est aveugle et l'argent n'a pas d'odeur, disent de communs proverbes. C'est pourquoi les financiers s'efforcent de perfectionner le toucher. »[1]

Peut-on être financier et humoriste, porter un patronyme célèbre dans l'histoire de la finance française[2], être un investisseur avisé qui développe des activités nouvelles comme le cinéma, et en même temps faire rire de ce monde des affaires que l'on connaît si bien ? C'est ce que va faire Paul Laffitte (1864-1949) dans son petit livre *Ainsi parlait Jéroboam* paru en 1912 au Mercure de France, réédité en 1920 et 1939.

Son auteur était une personnalité assez en vue dans le monde parisien des affaires. Paul Laffitte n'est guère connu aujourd'hui que dans les cercles restreints des bibliophiles, des historiens des débuts du cinéma en France[3], ou des historiens de l'édition[4] car il a créé successivement les Éditions de la Sirène et celles de la Nouvelle Revue critique. Or son itinéraire et ses activités constituent des reflets intéressants des transformations du monde économique en France au cours du XIXe siècle.

PAUL LAFITTE, UN FINANCIER INTÉRESSÉ PAR LES NOUVEAUTÉS DE SON ÉPOQUE.

Né en 1864 à Philadelphie, ancien journaliste et collaborateur au *Gil Blas*[5], investisseur dans la Compagnie des cinématographes Théophile Pathé et co-fondateur de la société de production Le film d'art en 1908[6], Laffitte est une personnalité protéiforme comme l'époque sait en produire, intéressé tout autant par les innovations techniques ou industrielles qu'artistiques. Pour Carou, « l'idée maîtresse de Laffitte, ancien auteur dramatique et ancien chroniqueur théâtral, semble avoir été de susciter des intérêts croisés entre théâtre et cinéma. »[7] Homme de cinéma, il produit dès 1908 un court métrage, *L'assassinat du Duc de Guise*, sur une musique de Camille Saint-Saëns, et écrit le scénario de *Rothchild* en 1933 avec Harry Baur – l'histoire d'un homme d'affaires ruiné qui utilise un ami clochard dont le nom est proche de celui de l'illustre famille de financiers pour retrouver une situation florissante[8]. Paul Laffitte est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages, et l'édition de 1920 de Jéroboam signalait en préparation un prometteur *La princesse, contes de frais* qui, semble-t-il, n'a jamais vu le jour.

Affiche du film Rothchild, scénario de P. Laffitte

1. Paul Laffitte, *Jéroboam ou la finance sans méningite*, Paris, Éditions de la Sirène, 1920, p. 23 ; p. 40.

2. Les liens entre Paul Laffitte et le financier célèbre Jacques Laffitte ne semblent pas avérés, même si Paul Laffitte et son frère Léon étaient financiers.

3. Éric Le Roy, « Chronologie du Film d'Art. L'histoire mouvementée d'un catalogue », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 56 | 2008 ; Alain Carou, « Laffitte entrepreneur et financier, Le Film d'Art en Bourse », *1895. Mille huit cent quatre- vingt-quinze* [En ligne], 56 | 2008.

4. Pascal Fouché, *La Sirène*, Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'Université Paris 7, 1984.

5. Émile Fabre, *De Thalie à Melpomène*: *souvenirs de théâtre*. Paris, Hachette, 1947, FeniXX.

6. Éric Le Roy, « Chronologie du Film d'Art. L'histoire mouvementée d'un catalogue », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 56 | 2008, p. 335.

7. Alain Carou, « Laffitte entrepreneur et financier, Le Film d'Art en Bourse », *1895. Mille huit cent quatre- vingt-quinze* [En ligne], 56 | 2008, p. 81.

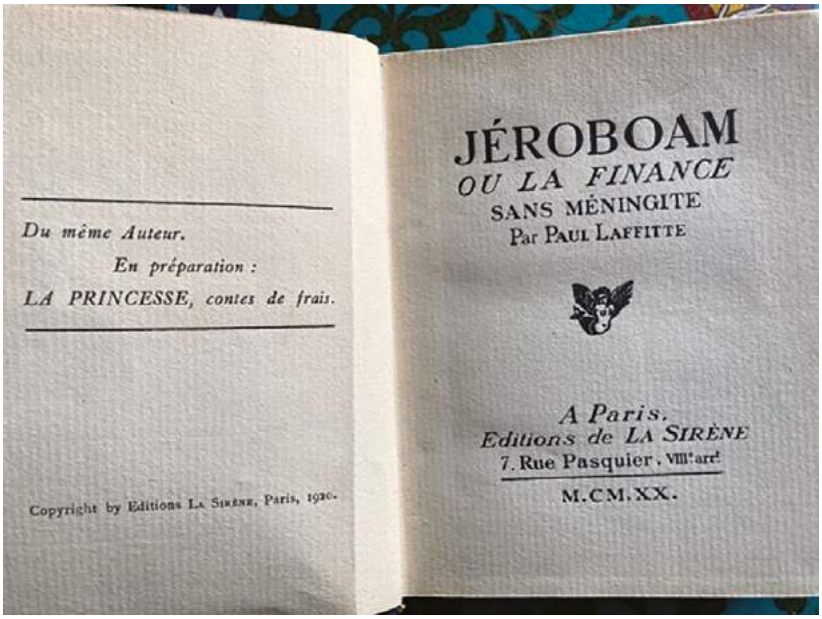
8. Voir le site Unifrance *https://www.unifrance.org/film/47561/rothchild*. Je remercie Roger Nougaret d'avoir attiré mon attention sur ces films de Laffitte.

C'est dans un récit autobiographique de Blaise Cendrars que l'on trouve un portrait très vivant de Paul Laffitte. Démobilisé en 2016, Cendrars est embauché par Laffitte pour animer sa nouvelle maison d'édition, La Sirène[9]. Pour Cendrars, Laffitte est avant tout un financier, mais aussi un découvreur de talents et d'idées : « En mai ou juin 1916, lorsque Paul Laffitte vint me chercher pour me prier de m'occuper avec lui des éditions de la Sirène, il ne m'est pas venu à l'idée de demander à ce financier pourquoi et comment, lui, qui administrait déjà une soixantaine de sociétés, était tout à coup amené à s'intéresser à la production des romanciers et des poètes. Je trouvais cela tout naturel. N'avait-il pas toujours été de vingt-cinq ans en avance sur son époque en lançant en France la publicité lumineuse, la serrure Yale et n'avait-il pas toujours eu, dans ses affaires, des affaires désintéressées, des affaires de théâtre et de cinéma, le théâtre Antoine, le Film d'Art, L'Hippodrome[10] ? [...] Quoi de surprenant, donc, qu'un esprit aussi alerte, prompt, vif, ouvert à tout et qui marchait de l'avant, eût pensé aux besoins et aux délassements spirituels des hommes qui échapperaient au carnage et qu'en pleine guerre, malgré les avis contraires, Paul Laffitte fondât une maison d'édition ? »[11] Bien avant de faire sa connaissance, Cendrars connaissait son œuvre princeps, Jéroboam. La relation amicale entre les deux hommes sera longue et, en 1939, Cendrars lui adressera sa *Lettre dédicataire à mon premier éditeur.*[12]

JÉROBOAM OU LA FINANCE SANS MÉNINGITE : DIRE LE VRAI PAR L'HUMOUR

Paul Laffitte, administrateur de nombreuses affaires, quelquefois avec son frère Léon, est quelqu'un qui connaît intimement les rouages du monde économique et financier au tournant du siècle, et c'est tout ce petit monde qu'il met en scène dans *Jéroboam.*

Un des aphorismes les plus célèbres de l'ouvrage est celui mis en exergue dans ce texte : « Un idiot pauvre est un idiot, un idiot riche est un riche. » Cette preuve de la prévalence de l'argent dans le jugement social, pensée qui n'a pas pris une ride, a marqué aussi Cendrars : « En entrant chez lui [pour son premier entretien pour diriger La Sirène], je lui citai cette sentence définitive qui m'émerveille par son laconisme, la grande expérience des affaires et le mépris des hommes qu'elle recèle. »[13] Par la force des images, le propos devient incisif, décalé et mémorable – et sans demander trop d'effort : on n'y risque guère une méningite... Une partie du livre est sous le signe du Cheval à Phynance, d'Alfred Jarry : « Le Cheval à Phynance, c'est la moderne incarnation du Veau d'Or, mais en un symbole plus riche, en une plus complète image [...]. Le Cheval à Phynance, c'est la maigre haridelle qu'on attelle à la vieille patache des sociétés anonymes, c'est le dada à œillères des financiers, c'est la Rossinante des Don Quichotte fondateurs de sociétés et c'est l'âne des Sancho Pança de la presse financière, c'est l'alezan caparaçonné qu'on fait caracoler devant les actionnaires, c'est le roussin épais qui traîne en cavalcade le chariot des émissions, c'est le percheron empanaché qui conduit le cortège des argents défunts, c'est l'étalon hardi qui mène superbement la chevauchée des fonds d'État, c'est le cheval hongre des obligataires, c'est le pur-sang présenté en haute-école par Monsieur l'Économiste distingué, c'est la formidable cavalerie des traites de complaisance. »[14]


Du même Auteur.
En préparation :
LA PRINCESSE, contes de frais.

Copyright by Editions La Sirène, Paris, 1920.

JÉROBOAM
OU LA FINANCE
SANS MÉNINGITE
Par Paul Laffitte

A Paris.
Editions de La Sirène
7, Rue Pasquier, VIIIe arrt
M.CM.XX.

PEINDRE « LES AFFAIRES »

Pour Laffitte, « Les affaires, c'est une tournure d'esprit. Tel est grand financier qui serait détestable commerçant ou industriel incapable [...]. Les affaires, c'est la métaphysique de l'activité humaine. »[15] Laffitte n'aura de cesse de montrer que la

9. Pascal Fouché, *La Sirène*, Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'Université Paris 7, 1984.

10. L'Hippodrome de la Place Clichy était une salle de spectacles transformée en cinéma exploité par la Compagnie des cinémas Halls, dirigée par Paul Laffitte et son frère Léon (Carou, 2008, p. 81). Il appartiendra ensuite à la Gaumont.

11. Blaise Cendrars, « Une page de souvenirs de Blaise Cendrars, Jéroboam et la Sirène », Les nouvelles Littéraires, 1 et 8 juillet 1939 ; repris dans B. Cendrars, « Jéroboam et La Sirène », *Œuvres autobiographiques complètes*, 2013, Paris, Gallimard La Pléiade, t. 1, p. 147-148.

12. Blaise Cendras, « Lettre dédicataire à mon premier éditeur », 1938, éditée dans « Sous le signe de François Villon », *La Table Ronde*, n° 51, mars 1952. In B. Cendrars, *Œuvres autobiographiques complètes*, 2013, Paris, Gallimard La Pléiade, t. 1, p. 5.

13. B. Cendrars, *Jéroboam et La Sirène*, op. cit. p. 148.

14. *Jéroboam*, p. 65-66.

15. *Jéroboam*, p. 15-16.

réalité des « affaires » n'est pas dans la consistance apparente des projets ou des tableaux de chiffres. Au contraire, ce monde est dominé par l'intuition, le rêve, l'illusion, les comportements grégaires : « Non, les affaires ne sont pas logique et raison. Et comment le seraient-elles quand elles ont une mode et que les mines d'or se portent telle saison comme l'hermine ou la jupe-cloche, cependant que les pétroles et les affaires industrielles russes sont délaissés comme le vison ou la crinoline après avoir été en grande faveur ? [...] Les affaires ne sont pas les affaires : les affaires, c'est le boom, c'est à dire l'emballement irraisonné, la fièvre mystique, le fétichisme, la foi au gri-gri. »[16] Laffitte y voit aussi une grande part d'aléa, et qu'il a mesurée tout autant dans des affaires industrielles que dans ses activités d'éditeur : « Eh oui, le capital, c'est aussi la chance, le hasard, le filon, la veine, le pays de Cocagne. C'est l'Atlantide ou *Las dos Estrellas*[17], le roman qui tire à cinquante mille exemplaires sans qu'on sache pourquoi ou la mine qui rapporte son milliard parce qu'un beau soir, au fond d'une vallée mexicaine, un Indien pris de confiance a révélé à un prospecteur sans le sou le filon perdu depuis Montézuma. »[18]

Laffitte cultive l'art de la formule, notamment dans les paragraphes consacrés à un de ses chevaux de bataille, les « illusions du chiffre » : « La brutalité des chiffres ! Quel sot a dit cela ? Brutal, le chiffre, allons donc ! Rien de plus enveloppant, de plus caressant. [...] Le chiffre, c'est la grande clé des songes, la source des plus magnifiques illusions, la porte des rêves les plus troublants. Hommes d'imagination, méfiez-vous des chiffres ! »[19] A la toute fin des *Nouveaux Propos de Jéroboam*, Laffitte développe ce dialogue savoureux qui est la synthèse de toutes ses préventions et méfiances concernant le chiffre :

> « - J'ai acheté de la Malo, confia Mme Dos Estrellas à son agent de change. Le dernier bilan est superbe.
> - Croyez-vous que ce soit une raison ?
> - Le bilan serait faux ?
> - Mon Dieu, madame, vos cheveux, qui ne sont pas faux, n'ont cependant pas leur forme, leur longueur ni leur couleur naturelle. »[20]

Il s'en prend aussi, plusieurs fois, à « l'Économie Distinguée », domaine où le chiffre règne via la statistique : « L'Économiste Distingué vit de statistiques. La statistique étant, par essence, une chose à la fois rigide et malléable, l'Économiste Distingué la prend, la retourne, en change la forme, la destination [...]. L'Économiste Distingué se saisit d'une statistique, la découpe, la tronque, ou bien l'enlace à une autre statistique, à deux autres, à toute une chaîne de statistiques. De sa statistique mutilée ou enflée, agrandie ou rapetissée, il fait une arme de combat ou un épouvantail ; d'autres fois, il se contente de la transformer en considérations vaines ou en aperçus sans ingéniosité. »[21]

JÉROBOAM, UN REGARD CRITIQUE ET HUMORISTIQUE SINGULIER SUR LA FINANCE.

Paul Laffitte, au-delà de l'humoriste, est un observateur distancié des transformations de l'époque, quand il retrace l'évolution du paysage bancaire français de l'époque, en déplorant la disparition des banques régionales qui ont fait le développement économique de la France depuis le XIXe siècle, et se sont vues peu à peu remplacées par les grands établissements de crédit que nous connaissons encore. Acteur et spectateur d'une époque qui voit de grands changements, homme d'entreprise mais aussi littérateur, financier à la fois sérieux et facétieux, Laffitte propose un discours critique décalé sur le monde des affaires de son époque qui n'aura pas d'équivalent.

16. *Jéroboam*, p. 29-31.

17. Société minière mexicaine créée en 1898 et qui produisait de l'or et de l'argent, et qui fut pendant plusieurs années extrêmement rentable.

18. *Jéroboam*, op. cit. p. 51-52.

19. *Jéroboam*, p. 38.

20. Paul Laffitte, *Nouveau Propos de Jeroboam*, 1939, Paris, Éditions de la Nouvelle revue critique, p. 197

21. *Id.*, p. 211-213.

UN PARCOURS CHINOIS. 2E PARTIE : SHANGHAI

Annick de Kermadec-Bentzmann

Dans le Bulletin 2021-22, Annick de Kermadec-Bentzmann nous a fait part de sa première expérience en Chine, à Pékin, pour le compte de la BNP. Nous découvrons un autre volet de son itinéraire chinois à Shanghai.

Après mon séjour de 5 ans à Pékin, je rejoins le China Desk de la BNP à Paris. En 1990, je suis nommée à Shanghai, en tant que représentante régionale pour la Chine de l'Est.

Il est intéressant de rappeler qu'en 1860, la toute première société française à s'installer à Shanghai fut le Comptoir national d'escompte de Paris, un des ancêtres de BNP Paribas, qui fut donc un pionnier, en Chine, de même que BNP fut la première banque occidentale à ouvrir un bureau de représentation à Pékin en 1980 et un bureau de liaison à Canton, en 1983 un bureau régional à Shanghai.

L'agence du CNEP à Shanghai vers 1860

SHANGHAI SE RÉVEILLE

Un mois après notre arrivée avec mon mari Hervé, en mars 1990, Pudong, sur la rive est du Huang Pu, fut promulguée « Zone de développement économique ». Sous l'impulsion de la politique de réforme économique de Deng Xiao Ping, au printemps 1992, Shanghai commence progressivement sa mue. D'énormes chantiers d'infrastructure démarrent, la première ligne de métro, des ponts, des voies routières, des immeubles de grande hauteur... Pendant cette période, on verra une concentration massive et impressionnante de grues... Du jamais vu ! Après avoir été dans un état de sommeil, Shanghai connaîtra une expansion extraordinaire.

En 1990, les bureaux de la BNP étaient situés dans un bâtiment annexe de l'ancien Cercle sportif français, devenu cette année-là l'Okura Garden Hotel. D'autres banques françaises s'installeront dans des bureaux voisins : Paribas en 1994, suivi de la Banque Indosuez, du Crédit lyonnais et de la Société générale. A l'époque, on se servait encore d'un télex, puis d'un fax. Dans la rue, le costume au col Mao était de rigueur. De rares voitures sillonnaient la ville en faisant du slalom pour éviter les nuées de bicyclettes. En été, les citadins dormaient sur des lits de camp sur les trottoirs pour avoir un peu de fraîcheur...

Lors des réceptions à la résidence du Consul général, nous étions au maximum une cinquantaine de personnes. En quelques décennies, le nombre de ressortissants français a atteint jusqu'à 20 000.

Hormis Air Liquide, première société à capitaux 100% étrangers, la quarantaine de sociétés tricolores, dont les banques, étaient présentes sous forme de bureaux de représentation. Ce n'est qu'au milieu des années 1990, lorsque se confirment ouverture et réformes par Zhu Rong Ji, et la perspective de l'entrée du pays à l'OMC, qu'une vague d'entreprises françaises, surtout des grands groupes, commence à s'implanter à Shanghai, et ce, en nombre grandissant ; la liste en est longue : Accor, Airbus, Alsthom, Auchan, Bouygues, Bureau Veritas, Carrefour, CMA, Danone, Décathlon, Devanlay, Elf Atochem, Essilor, Faurecia, Framatome, Gaz de France, Ipsen, Lafarge, Legrand, Michelin, Radiall, Saint-Gobain, SAE, Sanofi, Schneider, Sinodis, Sodexho, Total, Valéo et bien d'autres... La plupart étaient clientes de notre établissement, qui les accompagnera dans leur développement.

C'est pendant ces années que BNP financera notamment des Airbus A320 pour China Eastern Airlines, mettra en place des crédits acheteurs avec Alsthom pour la ligne 3 du métro de Shanghai, du matériel de signalisation toujours pour la ligne de métro et bien d'autres projets d'infrastructure...

En 1989, le maire de Shanghai, Zhu Rong Ji, avait créé l'IBLAC, International Business Leaders' Advisory Council, un groupe de conseillers internationaux de différentes nationalités. Michel Pébereau, président de la BNP, fut nommé membre de ce Conseil ; il viendra régulièrement y siéger. Il sera remplacé ensuite par Baudouin Prot et plus récemment par Jean Lemierre. Aux côtés, notamment, de Franck Riboud, président de Danone, de Jean-Pascal Tricoire, président de Schneider Electric.

Le siège de l'IBPS à Shanghai

En 1992, avec l'ouverture du secteur financier aux investissements étrangers, la BNP s'associe à 50-50, avec ICBC (Industrial Commercial Bank of China) pour créer la première banque à capitaux mixtes : IBPS (International Bank of Paris & Shanghai), dont elle a racheté les parts en 2003, qui deviendra BNP Paribas (China) Ltd. En 1992, le président René Thomas effectua un déplacement à Shanghai pour inaugurer cette nouvelle banque.

UNE CROISSANCE EXCEPTIONNELLE

De 2001 à 2012, correspond à une période d'années folles, les ETI, les PME s'implantent en nombre. La croissance des investissements français s'intensifiera. 2010 fut l'année de l'Exposition Universelle. Le pavillon français fut un des plus visités.

En 2000, lors de la fusion entre BNP et Paribas, les bureaux de BNP furent transférés dans les locaux de la succursale de Paribas dans la Merchant Bank Tower. Quelques années plus tard, BNP Paribas continuera son développement et déménagera dans une des tours les plus hautes de Pudong !

Nanjing Road à Shanghai (années 2000)

En 2003, BNP Paribas comptait parmi les premières banques étrangères à créer deux joint-ventures, jouant ainsi un rôle dans la réforme des marchés financiers chinois : Changjiang BNP Paribas Peregrine Securities, dans le domaine de la banque d'investissement (leader des sociétés de RPC cotées à Hong-Kong) ; Shenyin & Wanguo BNP Paribas Asset Management Co. Ltd, dans le secteur de la gestion de patrimoine.

Puis fin 2005, BNP Paribas renforce encore sa présence en Chine en banque de détail et de financement en acquérant 19,2 % de Nanjing City Commercial Bank, la 8e banque commerciale de Chine avec un réseau de 58 agences, 1,2 million de clients particuliers et 60 000 clients entreprises.
En 2006, BNP Paribas lancera la banque privée en Chine.

Michel Pébereau porte un toast au maire de Shanghai, M. Han Zheng, en 2005, dans le cadre de l'IBLAC. A droite, A. de Kermadec-Bentzmann.

De 2012 à nos jours, avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jing Ping, l'environnement évolue, la croissance chinoise ralentit. La période de la pandémie aura marqué, ces trois dernières années, l'Empire du Milieu. Toutefois, la Chine, dans sa longue histoire, a connu bien des périodes de vicissitudes, elle a su relever les défis ; gageons qu'elle saura faire face à ceux d'aujourd'hui et de demain. Soulignons toutefois que la Chine a tout de même réussi à passer, en l'espace d'une génération, d'un statut de pays en voie de développement à celui de la seconde puissance économique mondiale. Ce « miracle » est absolument unique !

L'AFFAIRE DU VRAI FAUX RAPPORT DE LYON

Roger Solomé

Au début de 1974, Guy Real del Sarte, inspecteur général légendaire de la BNP, décida d'inspecter le groupe de Lyon, alors le premier de France. Compte tenu de l'ampleur de la tâche (80 agences et bureaux à inspecter, 800 personnes…), on constitua une mission de plus de 40 inspecteurs, encadrés par cinq chefs de mission.

Après quelques semaines, comme il est de règle, les chefs de mission commencèrent à adresser les rapports relatifs aux agences inspectées à la gérance, c'est-à-dire un inspecteur sédentarisé à Paris dont le rôle était de relire, voire de « caviarder » les rapports avant leur mise en forme définitive sous la fameuse jaquette jaune et de les réexpédier au directeur de groupe pour réponse.

Or, le 1er avril arrivant, cette avalanche de rapports envoyés quasi-quotidiennement à Paris m'inspira l'idée de rédiger un texte relatif à l'inspection d'une agence purement imaginaire. Je choisis pour cela, tout à fait au hasard, sur la carte du département du Rhône, la riante commune de Chazey-d'Azergues, dans le Beaujolais où, bien entendu, la BNP n'était pas installée. Le directeur était censé s'appeler Joséphin Péladan, clin d'œil au « sâr » rendu célèbre par un tableau de Puvis de Chavannes exposé au musée des Beaux-Arts de Lyon. Le texte, rédigé dans le style si caractéristique de l'inspection, décrivait une évolution commerciale du bureau assez catastrophique, du fait en particulier « d'une fréquentation assidue des nombreux et sympathiques « bouchons » du Beaujolais par son directeur », mais sans trop exagérer, de manière à garder une certaine vraisemblance au constat. A propos des risques commerciaux, par exemple, il était dit que « Gestionnaire prudent d'engagements modestes, M. Péladan veille sur un fonds de commerce particulièrement sain depuis le virement à créances en souffrance, en mars dernier, du dernier dossier d'engagements ». Les tableaux de statistiques joints semblaient, dans la forme, parfaitement authentiques.

La mission d'inspection sur la place Bellecour à Lyon.

C'est ainsi que ce faux rapport fut expédié à Paris le 1er avril, mêlé à une dizaine d'autres. Dans un premier temps, nous n'eûmes aucune réaction de la gérance. Au bout de quelques jours, cette absence de nouvelles commença à nous inquiéter. Car, imaginons que ce canular ait été réellement adressé au directeur de groupe, à l'époque le très charismatique M. Gérald : quelle honte pour le sérieux légendaire d'une mission d'inspection ! En fait, nous découvrîmes qu'après un léger instant d'hésitation (quand même), le gérant avait décidé de nous jouer l'arroseur-arrosé en nous laissant croire que le rapport, dûment mis en forme, avait été expédié comme les autres à la direction de groupe. Mais en fait, c'est à la mission qu'il fut finalement retourné. Et la direction de Lyon n'en sut jamais rien.

Je n'ai malheureusement pas conservé ce rapport ni même une copie du texte.

LA FONCTION ARCHIVES ET HISTOIRE DANS LES GRANDES BANQUES FRANÇAISES

Le premier exemple d'organisation d'une fonction patrimoniale Archives et Histoire dans les entreprises françaises remonte à 1976, avec Saint-Gobain, entreprise qui a fêté récemment ses 350 ans. Dans les banques françaises, c'est à partir des années 1990, notamment à Paribas, que furent mises en place des structures permanentes. Les responsables de ces services nous les présentent. La richesse et la diversité des fonds rassemblés par chaque établissement montrent une branche professionnelle bien organisée et tout l'intérêt des archives bancaires pour l'histoire.

LA BANQUE DE FRANCE, par Fabrice Rezé

Créée en 1800, la Banque de France a muté d'une banque privée parisienne en banque centrale nationale œuvrant à l'international.

UN SERVICE D'ARCHIVES ANCIEN

La nature des activités de la Banque contribue dès sa création à la production d'une masse énorme de papiers qui encombre rapidement les locaux de conservation. Dès 1808, le Conseil général instaure la fonction d'archiviste pour gérer cette masse. Malgré des instructions de tri régulières, elle continue de croître de manière exponentielle et un 1er déménagement est opéré en 1885 dans un immeuble de la rue Radziwill attenante au siège. Mais l'engorgement rapide de ce site contraint le Conseil général à voter en 1912 la construction d'un dépôt de 7 étages sur le terrain de la toute nouvelle succursale d'Asnières. Lorsque celle-ci ferme en 2006, les archives sont transférées dans un dépôt spécialement aménagé dans l'est parisien. Aujourd'hui, au sein du service du Patrimoine historique et des Archives (SPAHI), les 6 archivistes gèrent plus de 18 km linéaires d'archives dont près de 10 km l. de documents historiques.

Ces archives proviennent des services centraux puisque les succursales versent leurs documents historiques dans les dépôts des Archives départementales. Le SPAHI conserve également des versements sous format électronique depuis le déploiement en 2017 d'une solution d'archivage dédiée aux fichiers bureautiques et il intervient pour assurer l'archivage des données applicatives qui représentent désormais une partie essentielle de la production d'informations.

L'ancien dépôt d'archives d'Asnières

Les archives de la Banque témoignent de son riche passé et de sa constante évolution. De par ses activités, leur consultation peut contribuer à un très grand nombre de travaux en histoire. Le SPAHI instruit ainsi 120 à 150 demandes de chercheurs extérieurs par an. Il s'agit principalement d'universitaires, d'étudiants ou de professeurs, qui conduisent un travail de recherche en vue d'une publication

académique. Les thèmes étudiés sont variés (supervision bancaire, notation du crédit, relations bilatérales…) et dépendent parfois de l'actualité (mise en œuvre de l'euro). Des généalogistes sont également à la recherche d'informations sur leurs ascendants, anciens agents de la Banque de France. À l'exception de quelques lacunes, l'ensemble des dossiers de carrière du personnel depuis la création de la Banque est conservé. La consultation de ces dossiers est bien souvent émouvante pour les descendants et peut apporter son lot de surprises plus ou moins heureuses en fonction des mythes familiaux. Enfin, le SPAHI accueille divers professionnels d'horizons variés : un scénariste de bandes dessinées également inventeur de trésors maritimes, à la recherche d'inspiration pour ses deux activités, un Prix Goncourt à la recherche d'informations pour raconter un évènement se déroulant pendant la Seconde Guerre mondiale, des journalistes ou documentaristes travaillant sur l'évacuation de l'or en 1940 ou encore l'affaire Bojarski.

UN STATUT PUBLIC

Les archives produites ou reçues par la Banque de France sont des archives publiques et sont, à ce titre, soumises aux dispositions du Code du patrimoine. Elles sont ainsi communicables de plein droit sauf certaines catégories de documents dont la libre communicabilité est reportée à des délais allant de 25 à 75 ans en fonction des secrets protégés.

LA MISSION HISTORIQUE DE LA BANQUE DE FRANCE

Une mission historique octroie des bourses aux chercheurs qui exploitent ces archives, organise des journées d'étude et publie des travaux universitaires.

Un site internet vise à faire découvrir ce riche patrimoine écrit et fournit de nombreuses ressources à tous les types de public :

https://archives-historiques.banque-france.fr/

LES ARCHIVES HISTORIQUES DU CRÉDIT AGRICOLE, par Pascal Pénot

DES ARCHIVES HISTORIQUES ISSUES DE PLUSIEURS GRANDS ÉTABLISSEMENTS

Le service des Archives historiques de Crédit agricole SA est chargé de la gestion des archives de Crédit agricole SA et de l'ancienne Caisse nationale de Crédit agricole, de LCL (ancien Crédit lyonnais) et de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et de ses sociétés ancêtres (Banque de l'Indochine, Banque Indosuez…). Les archives des caisses locales et régionales sont en-dehors de son périmètre mais, du fait de la mission de contrôle de la Caisse nationale puis de Crédit agricole SA, beaucoup de données sur leur histoire sont présentes dans les fonds conservés par le service des Archives historiques.

Le service actuel est issu du rapprochement en 2003 de la mission historique de Crédit agricole SA et du service des archives du Crédit lyonnais. La mission historique de la Caisse nationale de Crédit agricole a été créée en 1990 pour préparer le centenaire de la loi sur la création des caisses locales (1994). Créé également au début des années 1990, le service des archives du Crédit lyonnais a quant à lui bénéficié de l'apport de Roger Nougaret, conservateur du patrimoine. Lors du rapprochement de 2003, c'est lui qui prend la direction de la nouvelle entité.

Aujourd'hui dépendant de la direction de la Communication de Crédit agricole SA, le service des Archives historiques a connu plusieurs rattachements en fonction des missions qu'il mettait en avant (gestion de l'information, valorisation…). Il a cependant toujours évolué dans le périmètre du Secrétariat général.

Affiche de la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Drôme, années 1930 (ill. André)

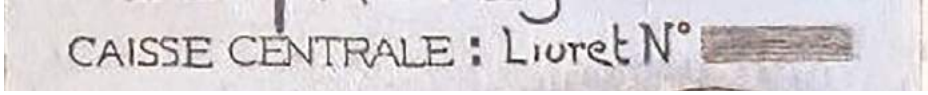
Actuellement, les Archives historiques gèrent environ 7,5 km linéaires de dossiers papier et 12 To de fichiers numériques (pour beaucoup, il s'agit de fichiers issus d'opérations de numérisation patrimoniale). Les collections de documents iconographiques couvrent de nombreux supports : films, photographies, affiches, prospectus, imprimés et moyens de paiement… L'intérêt de tous ces documents est plus large que la seule histoire du groupe Crédit agricole. Ils peuvent en effet servir à alimenter des travaux universitaires en histoire de l'agriculture, en histoire économique, en histoire des entreprises et des filières…
Les chercheurs peuvent consulter les archives au sein d'une salle de lecture.

UNE VALORISATION À L'ÉCHELLE DU CRÉDIT AGRICOLE

Concernant la valorisation, le service des Archives historiques est amené à participer à de nombreuses actions. Il assume tout d'abord sa mission de communication de documents pour les usages opérationnels de différents services du groupe (contentieux, gouvernance…). Pour la valorisation de l'histoire, son périmètre est plus large que celui de la collecte : toutes les entités du groupe Crédit agricole peuvent le solliciter (caisses locales et régionales, filiales, fondations…). Il s'agit alors de fournir à ces clients internes des notes historiques et/ou de l'iconographie. En plus de cette position de contributeur, le service des Archives historiques peut aussi être chef de projet pour promouvoir l'histoire du groupe. Cela passe par des conférences en interne, la réalisation de films, la rédaction d'articles et la participation à des projets interbancaires. La commande d'ouvrages entre également dans ses attributions (Hubert Bonin, *Le Crédit Agricole, de la banque des campagnes à la banque universelle (1951-2001)*.

DE NOMBREUX PARTENARIATS

Enfin, le service des Archives historiques s'appuie sur de nombreux partenariats pour mener à bien ses opérations de valorisation : avec les autres établissements bancaires, avec la Fondation Maison de Salins, avec l'Association des cadres de direction retraités… La production récente d'un podcast sur l'histoire de l'informatique du Crédit agricole a été menée en association avec cette dernière.



LE PATRIMOINE DES CAISSES D'ÉPARGNE : SAUVEGARDER ET VALORISER PLUS DE 200 ANS D'HISTOIRE, par Laure de Llamby

Riches de plus de 200 ans d'histoires, les Caisses d'épargne comptent parmi les plus anciens établissements bancaires français.

UNE ORGANISATION FÉDÉRALE

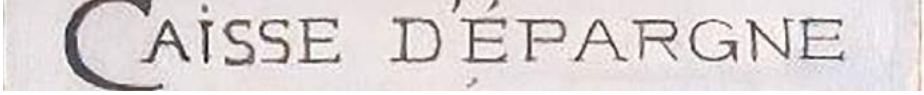
Soucieuse de préserver leur « capital immatériel », la Fédération nationale des Caisses d'épargne a mis en place, au cours de l'année 2010, un centre de conservation des archives historiques, invitant les Caisses d'épargne à y transférer leurs fonds patrimoniaux. Sécurisé, opérationnel, ce centre rend désormais accessible l'accès à des fonds historiques, autrefois dispersés, peu ou pas inventoriés, laissés en jachère faute de temps ou de moyens, parfois voués à la destruction pure et simple.

Situé en périphérie d'Angers, le local se compose de deux cellules de magasins d'archivage de 460 et 400 m^2, permettant une capacité linéaire de stockage de près de 7 000 ml, aujourd'hui pour majeure partie utilisée.

DES FONDS DIVERSIFIÉS

Les fonds documentaires issus des plus de 580 Caisses d'épargne autrefois existantes sur le territoire français sont notamment composés d'archives (ordonnances de création, registres de délibération, correspondances, grands-livres) permettant de reconstituer, depuis leur naissance, l'évolution des établissements et celle de leur clientèle. S'ils incluent peu de dossiers du personnel, ces fonds sont également riches en documents témoignant des actions spécifiques des Caisses d'épargne dans le domaine du logement social, de la construction de bains-douches ou des multiples soutiens apportés aux associations locales. Ils comportent par ailleurs de nombreux dossiers ayant trait à la construction et à l'aménagement de leurs hôtels bâtis entre la fin XIXe siècle et le début du XXe siècle.

Au-delà, ces 860 m^2 dédiés à la mémoire de l'Écureuil conservent une collection d'affiches publicitaires et un ensemble de documents aquarellés (plans d'architecte, diplômes) dont la numérisation est en cours. Objets d'art (tapisseries, peintures, dessins), importante collection numismatique, mobiliers d'époque, nombreux objets publicitaires font aussi la richesse des fonds, complétés d'une base iconographique de plus de 5 000 photos et vidéos touchant des domaines divers. L'ensemble des documents sont accessibles aux chercheurs sur demande et sur rendez-vous.



LA VALORISATION

Au cours de ces dernières années, la réalisation par la Fédération nationale de différents ouvrages, consacrés notamment à la publicité (affiches ou objets), au patrimoine architectural, à l'engagement des Caisses d'épargne, aux personnalités qui ont marqué leur histoire ont permis de valoriser la richesse des fonds patrimoniaux. Les archives sont par ailleurs convoquées à diverses occasions par les Caisses d'épargne ou à la demande d'acteurs locaux : recherche de personnalités, inauguration ou rénovation d'agences, anniversaire, exposition, réalisation de motion design, etc. En 2018, le patrimoine a ainsi nourri les nombreuses actions engagées pour accompagner la célébration du bicentenaire : plaquette, livre, exposition, vidéo, série YouTube, etc.

Les documents sont aussi mis à l'honneur auprès des sociétaires sur les sites qui leur sont dédiés via de courts articles illustrés, et sur les réseaux sociaux. En collaboration avec d'autres services d'archives bancaires, des projets de valorisation originaux ont enfin été menés, ces dernières années, sur Twitter - *Des femmes qui comptent* – ou sur Instagram – *BanqueStories*.

UNE ASSOCIATION DÉDIÉE À L'HISTOIRE

Au côté de la Fédération nationale, une association créée en 1996, l'Association pour l'histoire des Caisses d'épargne, participe à la promotion et à la connaissance de l'histoire du réseau et entend la faire rayonner, en interne comme à l'externe, grâce à la mise en place d'une Newsletter ou la création prochaine d'un site dédié.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, par Valérie Marchal

UN DÉMÉNAGEMENT FONDATEUR

Le service des Archives historiques de la Société générale a été créé en 1994 lorsque les services centraux, qui étaient installés dans le quartier de l'Opéra, ont été transférés à La Défense et Val-de-Fontenay. Ses missions ont alors été définies, à savoir « collecter, classer, conserver, communiquer et valoriser le patrimoine historique ». Les fonds regroupés et collectés depuis représentent actuellement près de 6 km linéaires, dont une partie reste encore à classer et inventorier.

BANQUE DE DÉPÔTS, BANQUE D'AFFAIRES, BANQUE RÉGIONALE… DES FONDS DIVERSIFIÉS

La majeure partie des documents conservés se rapporte à la Société générale, fondée par décret signé le 4 mai 1864 par Napoléon III. Le plan de classement des archives historiques est toutefois organisé en fonction des établissements dont elles proviennent, le service ayant peu à peu étendu sa collecte aux différentes filiales françaises du Groupe, à savoir : la Société générale alsacienne de banque (SGAB), dite Sogénal, fondée en 1881, dont le réseau a été intégré à celui de la Société générale en 2001 ; la Société centrale de banques, avec le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie implanté en Afrique du Nord dès 1880 et ayant poursuivi son activité à partir de 1962 en France ; la Société anonyme de Crédit à l'industrie française (CALIF), filiale spécialisée créée en 1928 et proposant des crédits à moyen terme ; et enfin le Crédit du Nord, dont les archives historiques ont été en partie versées en 2001. Ce dépôt comprenait également les fonds de la Banque de l'union parisienne (BUP), banque d'affaires fondée en 1904, qui a fusionné avec le Crédit du Nord en 1973, et de la Banque Mirabaud, ancienne maison de « haute banque » acquise en 1953 par la BUP. Le Crédit du Nord, qui apparaît sous ce nom en 1871, mais est issu du Comptoir d'escompte de Lille créé en 1848, intègre le groupe Société générale en 1997. Le 1er janvier 2023, les réseaux Société Générale et Crédit du Nord fusionnent pour former une seule banque de détail. D'ici 2025, le service devra collecter les archives historiques non versées du Crédit du Nord et celles des banques régionales lui appartenant : Courtois, Kolb, Laydernier, Nuger, Rhône-Alpes, Société de Banque Monaco, Société Marseillaise de Crédit et Tarneaud.

Depuis la création du service, divers objets publicitaires, mobiliers, éléments de signalétique, machines et automates, coffres… ont été collectés pour constituer une collection historique, exposée jusqu'en 2022 via un musée interne à l'entreprise. La valorisation de cette collection via des expositions temporaires est actuellement étudiée.

Exposition lors de la Tech week de 2017

LA MISSION HISTOIRE

Créée en 2006, une Mission Histoire regroupe des collaborateurs (anciens et actifs) et des historiens, initialement dans la perspective de la célébration des 150 ans de la Société générale en 2014 ; ses travaux ont ensuite été maintenus pour faire vivre et enrichir ce patrimoine historique via le recueil d'archives orales, conférences, publications, aides à la recherche scientifique.

Le service est ouvert à tous, chercheurs comme particuliers. Seuls les documents ayant fait l'objet d'un tri ou d'un examen préalable peuvent toutefois être consultés. La consultation des documents a lieu uniquement sur place, à Val-de-Fontenay, et sur rendez-vous. Les délais de communicabilité s'appuient sur la réglementation appliquée dans les services d'archives publiques. La base de données, qui permet au service d'effectuer des recherches transversales dans les fonds, est mise à jour régulièrement avec le traitement de nouveaux versements. Elle n'est toutefois pas accessible directement par les personnes extérieures au service. Cependant les instruments de recherche permettant d'accéder aux fonds traités sont mis en ligne sur le site Internet de Société générale.

HSBC CONTINENTAL EUROPE, par Stéphanie Billonneau

UNE SUPERVISION MONDIALE

HSBC Continental Europe est une filiale du groupe HSBC Holdings plc, dont le siège social est à Paris au 38 avenue Kléber. Outre ses activités en France, HSBC Continental Europe regroupe les activités de ses succursales européennes (Allemagne, Belgique, République Tchèque, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Espagne et Suède). Elle a pour ambition de devenir la première banque internationale de financement et de marchés pour les entreprises en Europe continentale.

Les archives du groupe HSBC représentent l'une des plus importantes collections d'archives d'entreprises. Elles témoignent de l'histoire des principales entités qui constituent HSBC aujourd'hui et préservent l'héritage de ses nombreux prédécesseurs. Les Archives historiques sont supervisées au niveau mondial et gérées par quatre équipes dans le monde à Londres, Hong-Kong, New York et Paris.

LE SERVICE ARCHIVES HISTORIQUES DE PARIS

L'origine du service remonte à 1998 et au recrutement d'une archiviste dans le cadre des travaux de recherche de la Mission Mattéoli. La fonction Archives historiques, pérennisée trois ans plus tard, fut mise en place afin de préserver la mémoire d'entreprise et de promouvoir le patrimoine historique de HSBC en France.

Les Archives historiques de HSBC Continental Europe représentent environ 700 mètres linéaires et sont constituées majoritairement des fonds hérités d'établissements composant l'ancien groupe Crédit commercial de France. Acquis en 2000 par le groupe HSBC, il devint sa filiale française sous le nom de HSBC France en 2005, puis HSBC Continental Europe en 2020.

LES COLLECTIONS

Les fonds conservés, dont les plus anciens remontent au milieu du XIXe siècle, sont ceux de HSBC en France (ex-Crédit commercial de France), de la Banque Hervet, de l'Union de banques à Paris, de la Banque de Picardie, de la Banque de Mulhouse et de leurs banques ancêtres.

Pour l'ensemble de ces établissements, les sources disponibles sont principalement des documents sociaux relatifs à la constitution de la société et à la structure de son capital, aux dossiers et registres de procès-verbaux du conseil d'administration et d'assemblée générale, des différents comités, statuts et rapports annuels ; des bilans et registres de comptabilité ; des documents liés au fonctionnement et aux structures générales de l'établissement ainsi que des archives de communication et de marketing.

On trouvera également une collection d'environ 500 affiches anciennes et contemporaines, dont 70 sur les emprunts de la Défense nationale et de la reconstruction, toutes banques ; des cartes postales, photographies et plans anciens d'immeubles et d'agences et plusieurs centaines de dossiers de personnel couvrant une période allant de la fin du XIXe siècle aux années 1960.

Un petit musée est installé dans la salle de la consultation des archives. La collection d'objets se compose d'environ deux cents pièces, majoritairement des machines comptables et de bureau, des objets publicitaires ainsi que du mobilier ancien.

UN PORTAIL INTERNET DU GROUPE

Depuis 2021, les Archives historiques du groupe HSBC ont lancé le site internet *www.history.hsbc.com*. Il fournit un accès en ligne aux éléments remarquables des collections conservées à Londres, Hong-Kong, New York et Paris : plus de 10 000 documents, archives, photographies, billets de banque, objets, clips audiovisuels, etc. sont présentés au travers d'expositions, de collections d'instantanés, de visites virtuelles ou accessibles via le formulaire de recherche. Ces contenus réalisés par les archivistes de HSBC sont enrichis régulièrement et disponibles en cinq langues.

Parallèlement, des visites des archives, des expositions et des articles publiés sur l'Intranet de la banque sont proposés régulièrement aux collaborateurs.

Les Archives historiques sont ouvertes aux chercheurs de toutes disciplines, sur justification de la recherche et sur rendez-vous ; leur consultation est régie par des conditions d'accès. La communicabilité des documents est soumise à un délai minimum de 30 ans qui peut varier en fonction de la sensibilité des informations. Les documents publics par nature sont librement communicables.

Affiche du CCF pour l'Emprunt de la victoire (1918)

LA COLLECTE D'ARCHIVES ORALES EN 2022

Roger Solomé et Thierry Coussieu

Avec le retour d'une situation sanitaire en nette amélioration, nous avons pu reprendre notre série d'interviews à une cadence plus soutenue. Onze entretiens ont été réalisés, dont trois avec des personnalités qui, sans avoir accompli leur carrière complète dans le groupe BNP Paribas, n'en ont pas moins été proches à un titre ou à un autre. Les entretiens sont présentés dans l'ordre chronologique de réalisation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la numérisation de divers supports physiques (bandes magnétiques, cassettes audio) sur lesquels avaient été enregistrés des entretiens dans les années antérieures. Ces fichiers numériques sont désormais archivés sur des supports externes.

RÉMY VADON

Membre de la famille Vadon, fondatrice et propriétaire de la Banque régionale du Centre à Roanne, M. Vadon avait tenu, le grand âge venant, à apporter son témoignage sur l'histoire de cette banque familiale. Bien que n'ayant jamais travaillé lui-même chez la BRC, il retrace le parcours de cette banque depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à son rapprochement avec la BNCI en 1965 puis son intégration complète dans la BNP.

Il mena de son côté une carrière bancaire essentiellement consacrée au crédit à la consommation, sur le modèle américain qu'il avait découvert lors d'un passage à la Bank of America à San Francisco et qu'il contribua à introduire et à développer en France à partir des années 1960. Il participa à la création de la Compagnie européenne de banque qui fut ensuite reprise par la Banque Rothschild.

ANNETTE ARTUS

Diplômée d'HEC-JF, Annette Artus est entrée à la BNP en 1973 au sein de la direction du Commerce extérieur. Elle a ensuite rejoint le réseau de Paris, d'abord à l'Agence Maine-Montparnasse puis à la DAP, toujours en charge du commerce international, et enfin à l'agence Champs-Elysées, en qualité d'adjointe au chef de groupe « entreprises ». Elle est affectée à partir de 1986 à la salle des marchés, au moment de l'explosion de ces activités, où elle dirige une équipe de *sales*, entretenant des relations avec quelques–unes des très grandes entreprises françaises, en liaison avec les *senior bankers*. Elle retrouve le réseau France à partir de 1997, d'abord comme responsable du *cash-management* à BDDF puis en charge des outils de gestion des centres d'affaires avant de terminer son parcours en conduisant le projet ORACOM de suivi de la rentabilité des agences. Annette Artus prend sa retraite en 2012 après une carrière de près de quarante années au service de la banque.

FRANÇOIS DENIS

A sa sortie de l'ESSEC, François Denis intègre la BNP en 1973 dans le groupe de Lille. Successivement directeur d'agence puis responsable des crédits aux promoteurs en succursale, il est appelé en 1975 à l'Inspection générale où il effectue un passage de quatre années comme inspecteur puis chef de mission. A sa sortie, il entame un premier parcours à l'étranger qui le mène de Londres en Belgique puis à la tête des filiales de la banque en Grèce, en Turquie, et enfin en Côte d'Ivoire. Rentré en France en 1994, il est nommé au sein de la division internationale en charge de Grandes relations, notamment américaines, puis il rejoint la direction des Grandes Entreprises en qualité de directeur-adjoint. En 1998, il est à nouveau appelé dans le réseau international, à la BNP de San Francisco, où il supervise l'activité de la banque dans l'Ouest américain. A son retour à Paris en 2002, il se voit confier des responsabilités de gestion de personnels au sein de la DRH, avant de créer la Mission Handicap qu'il conduira jusqu'à son départ en retraite en 2009.

HERVÉ GOUËZEL

Ancien élève de l'École polytechnique (X72), Hervé Gouëzel a commencé son parcours professionnel à l'ancienne SEITA (devenue Altadis) comme responsable informatique. Il rejoint la BNP en 1988, où, après un passage à l'Inspection générale, il effectue ses premières armes dans la banque commerciale en qualité de directeur-adjoint du Réseau du Bassin parisien. Il est ensuite nommé en 1995 à la tête de la direction de l'Organisation et des systèmes d'information (DOSI), poste qu'il conserve lors de la fusion avec Paribas. Il est membre à ce titre du comité de Direction générale. En 2008, il est appelé à diriger à Bruxelles la mission d'intégration de la banque Fortis dans le groupe. Rentré à Paris en 2012, il se voit confier, jusqu'à son départ en retraite, la mission *Simple & Efficient* destinée à améliorer en profondeur l'efficacité fonctionnelle de la banque.

ROGER NOUGARET

Diplômé de l'École des chartes, Roger Nougaret commence sa carrière en 1982 aux Archives départementales de Loire-Atlantique. En 1991, il rejoint le Crédit lyonnais où il crée un service d'archives historiques. Tout en conservant la gestion de ce service, il est nommé secrétaire du conseil d'administration de la banque de 2003 à 2004. En 2005, à la suite de l'acquisition par le Crédit agricole du Crédit lyonnais (après celle d'Indosuez), il est appelé à créer un service d'archives commun aux trois établissements. En 2011, il entre chez BNP Paribas pour y refonder le service d'archives historiques. Cette période est marquée par le développement de partenariats avec l'Université, la publication d'une dizaine d'ouvrages et l'aménagement d'un nouveau centre d'archives à Dinan. Retraité en 2021, Roger Nougaret adhère à l'Association pour l'histoire de BNP Paribas. Il est membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, dont il préside la section d'histoire contemporaine.

YVES MATRENCHAR

A sa sortie de l'École polytechnique (X77), Yves Martrenchar entre à la BNP en 1980 comme stagiaire. Après divers postes d'exploitation auprès des entreprises dans le réseau du Bassin parisien (Rouen, Caen), il est nommé, à l'âge tout-à-fait exceptionnel de 29 ans, à la tête du groupe d'agences de Chambéry. Il rejoint ensuite Lille, d'abord comme second de la direction de réseau, puis comme directeur de la succursale de cette même ville. En 1993, il est appelé en Direction centrale des réseaux métropolitains en qualité de directeur du département des particuliers et professionnels. Il entre en 1998 au comité de direction générale. Il devient en 2009 responsable de Distribution, Marchés et Solutions pour l'ensemble des activités de détail dans le monde. Il prend en 2012 la direction des Ressources humaines du groupe et devient, à ce titre, membre du comité exécutif. Il prend sa retraite en 2020. Il est administrateur de diverses filiales du groupe.

PIERRE LEDAN

Après son baccalauréat, Pierre Ledan entre comme employé à la Société parisienne de banque. Au retour de son service militaire, effectué dans une unité combattante en Algérie, il est engagé par la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1956 comme membre de l'équipe volante dont il prend ensuite la responsabilité. Appelé à suivre les cours du Conservatoire national des Arts et Métiers, il s'intéresse aux questions de formation continue, ce qui le conduit à rejoindre la direction des Relations humaines en 1970. Il crée le centre de formation de Paribas et enseigne simultanément les marchés financiers au CNAM et à l'Université de Paris. Nommé DRH du groupe en 1981, il met en œuvre une intense politique de recrutements de jeunes diplômés de grandes écoles de commerce afin de pourvoir en cadres le réseau d'agences en France et à l'international, poste qu'il occupe jusqu'à son départ en retraite en 1991.

LOUIS BAZIRE

Louis Bazire est né à Rio de Janeiro d'un père français et d'une mère américaine. Diplômé d'HEC, il entre à la BNP en 1977 en qualité de fondé de pouvoirs à l'agence de Nanterre. Possédant les trois nationalités et parlant couramment quatre langues, c'est tout naturellement qu'il est affecté dans un premier poste à l'international comme représentant adjoint de la Délégation générale pour l'Amérique centrale à Mexico. A l'issue d'un brillant passage à l'Inspection générale comme inspecteur puis chef de mission, il poursuit son parcours dans le réseau extérieur, tout d'abord comme secrétaire général de la BNP España, puis en qualité de directeur général de la succursale de Bruxelles. De retour à l'Inspection générale, il prend en charge l'audit de la Banque de financement et d'investissement. Puis il est appelé à rejoindre la direction des Ressources humaines comme responsable de la gestion individuelle des hauts cadres de la banque et du recrutement. Au moment de la fusion BNP/Paribas en 1999, c'est en sa qualité de *chief operating officer* de BFI qu'il pilote l'intégration des systèmes opérationnels des deux banques dans ce périmètre. En 2003, il prend la direction de BNP Paribas Suisse, puis, en 2007, il retrouve son pays natal à la tête du Banco BNP Paribas do Brasil à São Paulo. Rentré en France en 2015, il est chargé de la mission Volontariat du groupe jusqu'à son départ en retraite en 2021. Louis Bazire est conseiller du Commerce extérieur de la France.

GEORGES GOURDON

Après de brefs débuts professionnels à la Préfecture de Police de Paris, en qualité d'informaticien, Georges Gourdon a rejoint la Banque de Paris et des Pays Bas en avril 1970. Au cours de ses deux premières années de carrière, il est affecté successivement au service du Traitement de l'information et de l'organisation (STIO) puis au service des Monnaies et matières. Appelé ensuite à la direction du personnel, il prend en charge, tout d'abord, l'informatisation de la paie, puis développe, auprès du réseau international, le système de rémunération des expatriés, sur le modèle français. Il prend sa retraite en 2000.

JEAN-FRANÇOIS LEPETIT

Diplômé d'HEC et Maîtrise de droit, Jean-François Lepetit intègre la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1963 puis rejoint la Banque de Suez et de l'Union des Mines devenue en 1976 la Banque Indosuez après le rapprochement avec la Banque de l'Indochine. Devenu directeur général et vice-président de la Banque Indosuez, il démissionne quand la Cie Financière de Suez décide de vendre cette dernière au Crédit agricole et non à la BNP.
Michel Pébereau l'appelle très vite à la BNP comme Conseiller du président et membre du Comité de direction. J.-F. Lepetit y sera président du Comité des risques de marché, responsable des grandes relations avec les clients du Moyen et de l'Extrême Orient, président de plusieurs filiales financières, directeur de la Gestion actif-passif. Il quitte la BNP en janvier 2000 en plein accord avec Michel Pébereau, estimant que ses fonctions de président du CMF-Conseil du Marché Financier et de membre du Collège de la COB ne sont plus compatibles avec ses fonctions à la BNP Paribas. Michel Pébereau le rappellera en 2004 pour devenir administrateur de BNP Paribas ; il reste au conseil jusqu'en 2017. Président en 1998 du CMF, il sera par la suite président de la COB jusqu'à la création de l'AMF puis président du Conseil National de la Comptabilité.
L'homme de marché et banquier était devenu régulateur ; Jean-François Lepetit ne désavoue pas la formule qui résume ce parcours étonnant : le chasseur devenu garde-chasse.

JACQUES DE LAROSIÈRE

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, d'une licence de lettres et en droit, Jacques de Larosière choisit l'Inspection des finances à sa sortie de l'ENA.

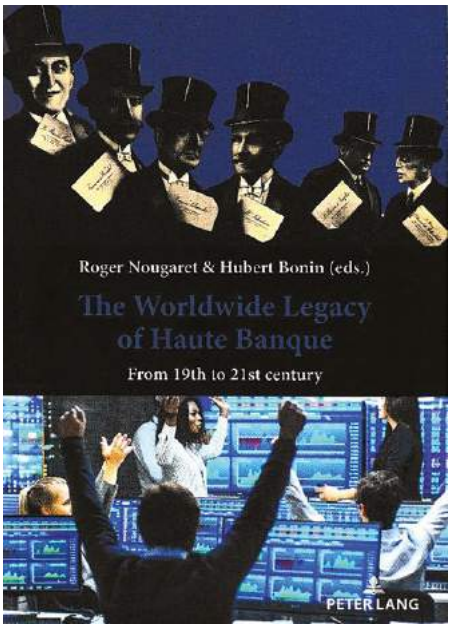
Intégrant la direction du Trésor, il en gravit tous les échelons. Après avoir été directeur du cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, il devient successivement directeur du Trésor, directeur général du Fonds monétaire international pendant 10 ans, gouverneur de la Banque de France, puis président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Parallèlement, Jacques de Larosière occupe de nombreuses fonctions et responsabilités à la présidence d'organisations internationales et dans ses nombreux mandats d'administrateur de grands groupes français. En 1993, il décline la proposition qui lui est faite d'entrer au gouvernement comme ministre de l'Économie et des Finances.

Ne souhaitant pas accomplir un deuxième mandat à la présidence de la BERD, il devient en 1998 conseiller du président de Paribas puis de BNP Paribas. Aujourd'hui, Jacques de Larosière collabore toujours avec BNP Paribas où il fait profiter la direction générale de son exceptionnelle connaissance de l'environnement international et de son non moins exceptionnel réseau de relations dans le monde entier. L'interview porte sur sa période Paribas et BNP Paribas.

Roger Nougaret & Hubert Bonin (eds)

THE WORLDWIDE LEGACY OF HAUTE BANQUE, FROM 19TH TO 21ST CENTURY, Bruxelles, Peter lang, 2022, 197 p.

Note de lecture de Roger Nougaret

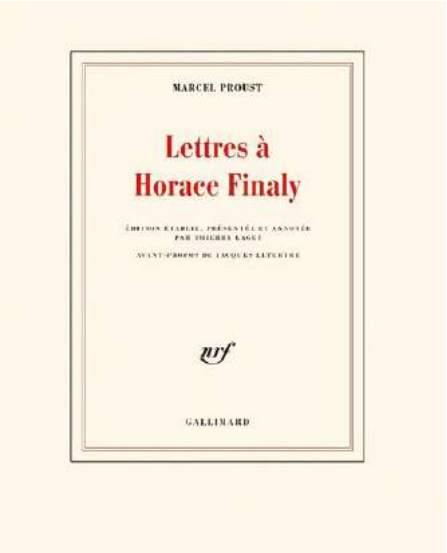


En 2017, se tenait dans les locaux de BNP Paribas la conférence annuelle de l'*European Association for Banking History* (EABH), dont BNP Paribas est un des membres fondateurs. Des spécialistes de plusieurs pays se sont interrogés sur l'héritage de la Haute Banque, en France et bien au-delà de nos frontières. Est-ce que cette élite de banques privées, dont le rayonnement a atteint son apogée au milieu du XIXe siècle, a laissé un héritage, voire a ressurgi sous d'autres formes au XXe siècle ? Ce livre (publié en anglais) rassemble des contributions issues de ce colloque et y ajoute une introduction substantielle. On retrouve dans l'ouvrage, outre les deux éditeurs scientifiques, de nombreux auteurs membres du comité scientifique de notre association. Pour se limiter au cas français, les constats ne sont pas forcément partagés ou sont nuancés : Nicolas Stoskopf estime que la « nouvelle banque » - les grandes banques par actions créées après 1850 - doit peu à la « vieille banque » (la Haute Banque), selon les expressions chères à David Landes ; il est rejoint d'une certaine manière par Youssef Cassis, qui conclut l'ouvrage et croit peu à une résurgence contemporaine de la Haute Banque. À l'inverse, Hubert Bonin et Laure Quennouëlle-Corre scrutent dans les pratiques actuelles de l'*investment banking* et de l'*asset management* les rémanences d'un esprit ou de réflexes Haute Banque, et Éric Bussière estime que la Haute Banque a laissé une empreinte durable chez Paribas, bien au-delà d'un mythe. Le compte rendu d'une table ronde animée par le président de l'EABH clôt l'ouvrage : de jeunes banquiers d'aujourd'hui débattent sur les ruptures qu'ils discernent dans l'industrie bancaire actuelle.

Marcel Proust

LETTRES À HORACE FINALY, édition établie par Thierry Laget, Paris, Gallimard, 2022, 132 p.

Note de lecture de Marie Laperdrix

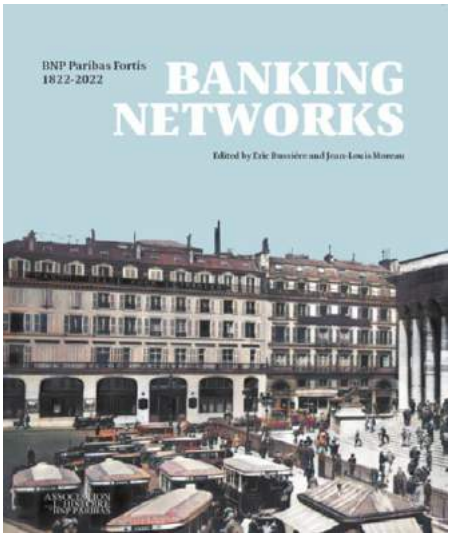


Dans le cadre du centenaire de la mort de Marcel Proust, les éditions Gallimard ont souhaité publier, avec le soutien du Groupe BNP Paribas, les lettres envoyées à Marcel Proust par Horace Finaly, directeur général emblématique de la Banque de Paris et des Pays-Bas de l'entre-deux-guerres. Confié au spécialiste de l'écrivain, Thierry Laget, avec l'appui et l'analyse de Jacques Letertre, collectionneur et propriétaire de nombreuses lettres éditées, le livre aborde de manière inédite et intime les relations de Marcel Proust et de sa famille avec Horace Finaly. Un éclairage insolite sur la vie du banquier pour rappeler ses liens étroits avec les milieux artistiques et littéraires de l'époque. L'écriture de cet ouvrage a donné l'opportunité à l'auteur de venir consulter des archives conservées dans les collections historiques de BNP Paribas. Une lecture plaisante autant qu'érudite pour redécouvrir aussi un peu l'histoire de Paribas.

Éric Bussière et Jean-Louis Moreau (dir.)

BANKING NETWORKS. BNP PARIBAS FORTIS. 1822-2022, Association pour l'histoire de BNP Paribas, 2022, 128 p.

Note de lecture de Roger Nougaret



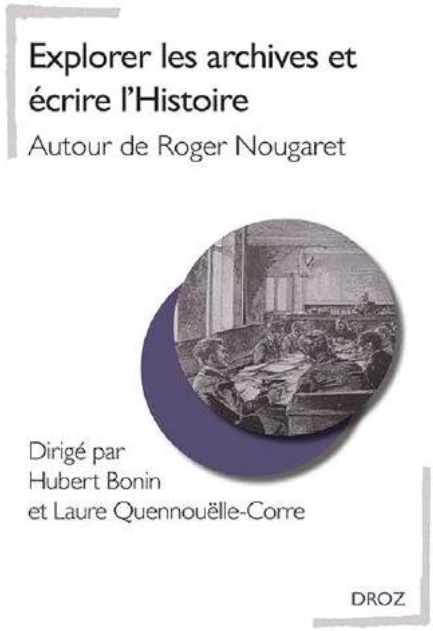
Cet opuscule d'histoire bancaire fera date : non parce qu'il apporte des avancées décisives dans la recherche historique, mais parce que c'est la première publication historique éditée par notre association. Elle a choisi de célébrer les 200 ans de BNP Paribas Fortis en 2022 en centrant cet ouvrage sur les relations économiques franco-belges vues au prisme des relations bancaires et notamment de BNP Paribas Fortis et de ses sociétés ancêtres. L'ouvrage est dirigé par deux fins connaisseurs de l'histoire bancaire belge : Éric Bussière et Jean-Louis Moreau, ce dernier travaillant contractuellement comme archiviste historien de BNP Paribas Fortis depuis de nombreuses années. La matière n'a pas manqué car les initiatives en France de la Société générale de Belgique et de sa composante bancaire sont remarquables, telle sa participation à la création en 1908 d'une banque d'affaires rivale de Paribas, la Banque de l'Union parisienne, ou au financement de divers travaux d'infrastructures. On voit aussi comment, au cours de la Première guerre mondiale, la Société générale de Belgique a été le pivot d'une aide aux populations affamées de Belgique, mais aussi du Nord de la France sous occupation allemande. Les ambitions de la banque belge vont continuer à travers de multiples initiatives au XXe siècle, dont une tentative d'acquisition du Crédit du Nord puis la reprise de la Banque parisienne de crédit en 1991, mais la crise traversée par Fortis au début du XXIe siècle va y mettre fin. Belgique oblige, l'ouvrage fait cohabiter 3 versions du texte (anglais, français, néerlandais), le tout servi par une élégante mise en page et une belle iconographie. Les membres de l'Association ont été destinataires de cet opuscule mais peuvent encore s'en procurer s'ils le souhaitent.

Hubert Bonin et Laure Quennouëlle-Corre (dir.)

EXPLORER LES ARCHIVES ET ÉCRIRE L'HISTOIRE. AUTOUR DE ROGER NOUGARET, Genève, Droz, 2022, 669 p.

https://www.droz.org/9782600063791]

Note de lecture de Laure Quennouëlle-Corre



Il est fréquent que les historiens rendent hommage à l'un de leurs pairs, parti en retraite, sous la forme d'un ouvrage collectif réunissant des articles autour de plusieurs thématiques chères à l'impétrant. L'ouvrage présenté ici déroge en partie à la règle en ce sens qu'il est dédié à un archiviste de banque et non à un historien pur jus ; il réunit ainsi les écrits tant d'historiens et d'historiennes que d'archivistes et de quelques banquiers.

On pourra donc trouver donc dans ce florilège des textes très variés qui satisferont les lecteurs curieux d'archives comme les amateurs d'histoire(s) ; parmi les réflexions d'archivistes d'entreprises sur leur métier, on pourra à loisir s'intéresser à des fonds d'archives d'entreprises connues (Saint-Gobain, Lip) sans oublier les archives de la banque BNP Paribas et du Crédit agricole que Roger Nougaret a contribué à organiser et à valoriser. Ces articles côtoient des textes d'intérêt sur les méthodes et outils de l'archivage (catégorisation des fonds, numérique, archives orales...).

Les parties proprement historiques du livre offrent des récits vivants et neufs sur le passé de banques grandes et petites, à l'échelle de l'Europe et du monde, de l'époque moderne jusqu'à nos jours – sans oublier des regards parfois décalés sur des entreprises industrielles (Renault, Roquefort, Moët...).

On y trouvera aussi des sujets d'histoire sociale, devenue inséparable de l'histoire économique : ici les ingénieurs conseils, là les femmes, sans oublier le portrait souvent savoureux de banquiers français et étrangers.

Flâner dans ce volume de plus de 600 pages au gré de son humeur permet de s'instruire sur la fabrique de l'histoire et de plonger dans des aventures entrepreneuriales inédites.

A PROPOS DE DEUX LIVRES RÉCENTS D'ÉRIC MONNET

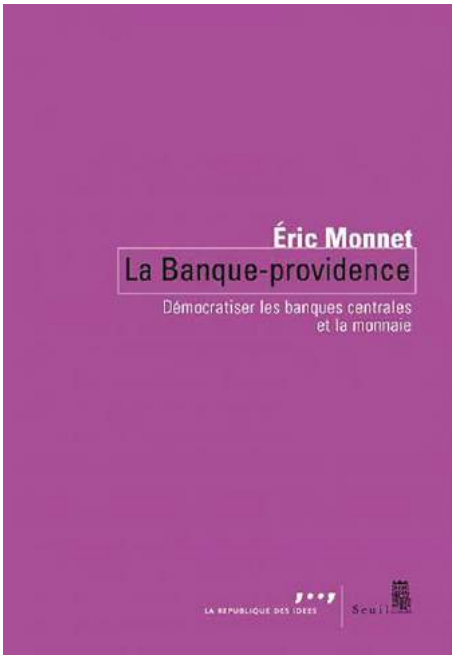
Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et professeur à l'École d'économie de Paris, Éric Monnet a reçu en 2022 le prix du meilleur jeune économiste de France, décerné par *Le Monde* et le Cercle des économistes. Économiste de formation mais aussi historien par ses recherches, notamment en archives, Éric Monnet travaille sur le système financier, les politiques publiques de crédit et le rôle des banques centrales. Il a publié récemment des livres importants : *La Banque Providence : démocratiser les banques centrales et la monnaie,* Paris, Le Seuil, 2021, et *Controlling Credit: Central Banking and the Planned Economy in Postwar France, 1948-1973*, Londres, Cambridge University Press, 2018. Il a bien voulu évoquer ses recherches récentes.

- Vos recherches ont revisité les mécanismes de financement de l'économie française pendant les Trente glorieuses et ont réévalué le rôle de la Banque de France. Pouvez-vous nous préciser vos principales conclusions ?

La planification économique en France après la Seconde Guerre mondiale avait bien sûr été beaucoup étudiée, mais moins son volet financier. Après le plan Marshall, la très forte croissance de l'investissement pendant cette période a été financée principalement par des organismes semi-publics de crédit (Caisse des dépôts, Crédit national etc.) plutôt que par les banques ou le Trésor. Mais ces organismes avaient de forts liens avec l'État – et donc aussi le Trésor - ce qui permettait de diriger le crédit vers les secteurs prioritaires. Contrairement à ce que l'on pense parfois, ce système n'a pas seulement réussi à financer quelques grandes industries prioritaires mais a su, au moins jusqu'aux années 1970, s'adapter aux besoins des entreprises de toutes tailles et financer des secteurs moins intensifs en capital. Au sein de ce système, la Banque de France avait un rôle crucial pour deux raisons. Tout d'abord, elle apportait un soutien financier à ces organismes et permettait que les titres qu'ils émettaient pour se financer soient liquides. Deuxièmement, elle évitait que le système devienne trop inflationniste en rationnant le crédit lorsque les prix augmentaient trop rapidement. Ce ne fut pas sans heurts et difficultés, mais cela contribua jusqu'à la fin des années 1960 à une inflation modérée en moyenne, ce qui était vu à l'époque comme une condition de la planification. La politique de la banque centrale de l'époque, et surtout son rôle sur le cycle économique et l'allocation du crédit, sont souvent mal compris car elle opérait avec des instruments complexes de rationnement du crédit plutôt qu'en modifiant ses taux d'intérêt comme aujourd'hui. Il fallait donc se débarrasser de beaucoup de préjugés sur ce qu'est la politique monétaire pour comprendre la singularité de cette période. On interprète souvent les Trente glorieuses comme l'ère du keynésianisme où la politique budgétaire était omnipotente. Mon travail a, au contraire, montré que la politique de l'État ne se limitait pas à la gestion du budget mais était très importante dans les domaines monétaire et financier.

- Ce rôle de la banque centrale s'est accru en Europe depuis l'euro et la crise financière de 2007-2008 : c'est ce qui a motivé votre récent ouvrage sur La Banque providence. Pouvez-vous nous préciser ce que signifie ce titre ?

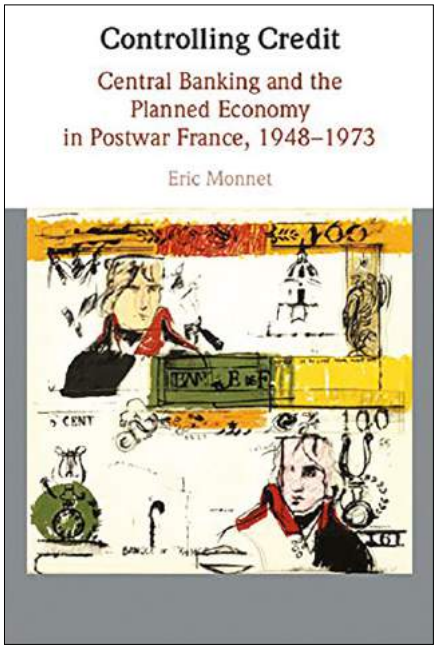
La période actuelle est bien sûr très différente de celle de l'après-guerre. On observe toutefois un retour très important du rôle des banques centrales en réponse aux crises financières et économiques. Le titre de mon ouvrage est un jeu de mot sur le double sens de « providence » (qu'il est d'ailleurs très difficile de traduire en anglais où l'État-providence se dit *welfare state*). On peut tout d'abord parler d'un rôle « providentiel » des banques centrales au sens très général, dans la mesure où l'on demande à ces institutions d'intervenir, comme une forme d'assurance, pour faire en sorte d'éviter que le fonctionnement des marchés financiers et le financement de la dette publique ne soient affectés en temps de crise (la récente pandémie a donné une nouvelle occasion de montrer ce rôle assurantiel majeur). Le deuxième sens de Banque-providence, moins consensuel, est de rappeler que, à leur façon, les banques centrales sont devenues depuis la moitié du 20e siècle des éléments essentiels du fonctionnement des États-providence. Évidemment, cela ne veut pas dire que les banques centrales versent des prestations sociales ou



l'assurance chômage. Mais si l'on raisonne en temps qu'historien, on ne peut qu'être marqué par la rupture fondamentale dans l'histoire des banques centrales qui s'est opérée au cours des années 1930 et 1950, c'est-à-dire le moment où on les a intégrées à l'appareil d'État (elles étaient auparavant des institutions privées) et où on a inventé la politique macroéconomique. Le fait que les banques centrales soient devenues légalement indépendantes dans les années 1990 (c'est-à-dire qu'elles doivent remplir les missions définies par la loi en termes de stabilité et développement économique, mais sans recevoir d'instructions du gouvernement dans le court terme) n'a pas du tout remis en cause ces principes hérités du milieu du siècle. Or, la politique macroéconomique – y compris monétaire – est bien, théoriquement et historiquement, une notion fondamentalement liée à celle d'État-providence : la puissance publique est là pour protéger la population des aléas économiques. Les banques centrales ne doivent pas l'oublier. À partir de ce point de départ, l'objet de mon livre est de discuter des conséquences démocratiques de ce rôle singulier et des relations entre le Parlement européen et la Banque centrale européenne pour éviter de trop en demander à la banque centrale et éviter qu'elle puisse prendre des décisions trop importantes sans contrôle parlementaire et sans coordination explicite avec les autres politiques économiques.

- Vous êtes un des nouveaux talents de la recherche en histoire économique contemporaine en France. A quoi s'intéressent principalement les historiens économistes aujourd'hui en matière de finance et de banque ?

Je dirais qu'il y a trois grandes tendances. Comme pour le reste des études historiques, il y a eu de grands renouveaux liés d'une part, à la prise en compte du travail des femmes dans la finance ou du rapport de ces dernières au crédit et, d'autre part, à un nouvel intérêt pour l'histoire du colonialisme. Sauf rares exceptions, l'historiographie française sur les banques et la finance avait malheureusement laissé dans l'ombre ces sujets pendant longtemps. Aujourd'hui, entre autres études, les recherches de Laurence Fontaine ou Anaïs Albert sur les femmes et le crédit, ou le programme « Des femmes qui comptent » conduit par Laure Quennouëlle-Corre et Sabine Effosse ont réussi à renverser la vision masculine dominante dans l'histoire financière. Les travaux récents de Denis Cogneau, Elise Huillery, David Todd ou Alexia Yates rouvrent quant à eux le chantier du lien entre la finance, la fiscalité et les empires coloniaux français, à partir de perspectives méthodologiques multiples. Enfin, comme dans beaucoup d'autres domaines, il y a un renouveau de l'histoire quantitative qui touche aussi l'histoire financière et bancaire, dont témoignent par exemple le projet DFHI sur l'histoire de la bourse, dirigé par Pierre-Cyrille Hautcoeur et Angelo Riva, ou les travaux que j'ai menés avec plusieurs collègues sur l'évolution des banques et des caisses d'épargne en France. Les données quantitatives servent souvent à préciser ou approfondir des arguments déjà avancés auparavant par des études plus qualitatives, mais elles permettent surtout d'avoir une vision beaucoup plus systématique du système financier. On peut ainsi prendre plus facilement en compte la multiplicité des institutions financières et étudier les interactions entre elles au cours du temps.



L'ESCOMPTE BANCAIRE DANS LES ANNÉES 1880

Marie-Ève Rakuzin

Récemment entré dans nos fonds d'archives, ce bon d'escompte encaissé en 1881 par le Comptoir d'escompte de Paris (CEP), ancêtre du CNEP, est un effet de commerce très répandu à l'époque. C'est l'occasion pour nous de présenter une activité bancaire aujourd'hui disparue – l'escompte ou le crédit à court terme, et de découvrir une banque locale aux origines méditerranéennes, une entreprise familiale qui a su prospérer dans toute l'Europe.

L'ESCOMPTE, OU CRÉDIT À COURT TERME

Pan important de l'économie française du XIXe siècle, les effets de commerce ne sont pas uniquement des instruments de paiement, mais aussi des instruments de crédit, facilitant les transactions. L'escompte est le principal instrument du crédit à court terme, particulièrement adapté alors pour financer la constitution de stocks. Consenti par un commerçant à son client généralement entre 60 à 90 jours, il est protégé par un privilège sur les marchandises qu'il sert à payer. Il est endossable et peut donc circuler aisément. Leur nombre en circulation ne cesse de croître, multiplié par 5 de 1842 à 1882, avec un montant moyen en constante diminution. Passant de main en main, les banques se les disputent à un taux relativement bas. L'effet de commerce est ensuite escompté (racheté à rabais) par les banques, qui se chargent alors de l'encaissement auprès de l'émetteur.

Dans les années 1880, le système bancaire est encore très dispersé : principalement locales, les banques ne se distinguent souvent pas des commerçants aisés. Ces banques se multiplient et acquièrent peu à peu un rôle essentiel dans le financement par la liquidité qu'elles garantissent aux détenteurs d'effets et par leur capacité à accumuler l'information sur les débiteurs. Parmi elles, la banque Zarifi et Zafiropulo installée à Marseille, appelée aussi la Maison Z/Z.

UNE DYNASTIE DE MARCHANDS GRECS VENUE DE CONSTANTINOPLE

Liés à la haute bourgeoisie grecque, les familles Zarifi et Zafiropulo, émigrées à Constantinople, ont établi et cofondé une puissante dynastie commerciale et financière dans deux des villes phares de l'époque : Constantinople et Marseille, et ont accompagné par là même une importante dynamique commerciale et financière.

Originaire de la région de l'Épire, la famille Zafiropulo s'installe à Constantinople au début du XIXe siècle. Spécialisée dans le commerce des châles importés d'Inde, elle s'oriente dans l'exportation des blés russes de la mer Noire et du Danube entre Odessa et Marseille, à l'époque un marché en pleine expansion. Les Zarifi, quant à eux, sont originaires de l'île d'Avlonia, en mer de Marmara, et pratiquent le commerce du vin dans le Bosphore depuis Constantinople. Transitant par Odessa puis par Nauplie, où la famille acquiert la nationalité grecque, ils reviennent à Constantinople vers 1832-1833 où George Zarifi (1806-1884), patriarche de la famille, est employé dans la maison de commerce des Zafiropulo. En 1837, il épouse Hélène Zafiropulo : ce mariage scelle la fondation de la Maison Zafiropulo et Zarifi, dite Z/Z.

INSTALLATION ET DÉVELOPPEMENT À MARSEILLE

En 1845, Georges Zarifi décide d'installer un comptoir de l'entreprise à Marseille pour développer leurs activités commerciales. La famille y rejoint la petite communauté grecque composée de marchands et comptant quelques centaines de personnes, arrivées depuis les années 1815-1816. Elle croît en nombre, et surtout en puissance économique, puissance qui atteindra son zénith dans les années 1880.

Vouée principalement au commerce des grains avec la Russie et, à un moindre degré, à l'armement maritime, l'entreprise familiale se lance rapidement dans la fondation ou le soutien financier de nouvelles industries et banques. Le comptoir de la Maison Z/Z prend rapidement une importance prépondérante à la fois pour l'entreprise et pour le développement commercial et industriel de la ville grâce à diverses opérations bancaires lui permettant d'intégrer les milieux financiers internationaux.

Georges Zarifi (1806-1884)

RÉORIENTATION VERS L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Avec le concours d'Étienne Zafiropulo en France et de Michel Zarifi installé à Londres, l'entreprise assure à Constantinople des avances très importantes, en échange desquelles la maison se voit offrir en gage, entre autres privilèges, les douanes de certains ports. À Londres, par l'intermédiaire de Michel Zarifi, la Z/Z engage en 1864 des sommes importantes dans l'Imperial Mercantile Credit Association. En échange, la banque offre un poste au sein de son conseil d'administration, assurant ainsi l'établissement des intérêts de la compagnie au cœur même de l'une des capitales européennes de la haute finance. Parallèlement, en 1864-1865, Étienne investit une partie des capitaux des Z/Z dans la mise sur pied de la Société marseillaise de crédit.
S'étant lié d'amitié avec le sultan Abdul Hamid, Georges Zarifi devient son conseiller financier et banquier du gouvernement ottoman, devenant à Constantinople, et au plus haut niveau, l'un des personnages clefs de la Cour du Sultan et de la diplomatie européenne. Gérant l'une des plus grandes fortunes de l'époque, les Zarifi sont comparés par leurs contemporains aux Rothschild de France. Parallèlement, dans les années 1870 et 1880 avec son neveu Périclès Zarifi, le réseau des Z/Z se lance définitivement et exclusivement dans les activités bancaires et industrielles et s'associe à de nombreuses entreprises, dont certaines vont devenir les grandes sociétés financières et industrielles de Marseille : la Société agricole et immobilière France africaine (Enfida), les Raffineries de Saint-Louis (1879), les Grands travaux de Marseille, les Chantiers de Provence, etc. Par leur présence dans les conseils d'administration de ces sociétés, ils règnent en maîtres dans l'économie marseillaise.

Dans les années 1880, le groupe familial est présent à Marseille, Constantinople, Odessa, Trieste, Paris, Liverpool et Londres.

LES GRANDES BANQUES DE DÉPÔT EN SOUTIEN À L'ESCOMPTE

Au début des années 1880, les grandes banques de dépôts interviennent sur le marché de l'escompte. À partir du moment où, à leur tour, elles constituent un réseau d'agences couvrant l'ensemble du territoire national d'un maillage de plus en plus serré, elles attirent à elles des fonds considérables. Ainsi, le Comptoir d'escompte de Paris (CEP) installe sa première succursale à Marseille à partir de 1869.

Les banquiers locaux peuvent dorénavant s'appuyer sur la succursale d'une grande banque nationale auprès de laquelle ils trouveront à se refinancer en cas de besoin. Comme ils disposent de moyens relativement importants, grâce à des fonds propres plus élevés et au recours à des dépôts provenant surtout de leurs familles et de leurs relations proches, ils peuvent consentir de nombreux escomptes.

C'est ainsi que le CEP, installé à Marseille, a offert ses services à la Maison Z/Z pour procéder à l'encaissement d'un effet d'escompte arrivé à échéance en 1881.

PIERRE-ÉDOUARD NOYELLE (1948-2022)

Titulaire d'un DES de sciences économiques et diplômé en droit des affaires, Pierre-Édouard Noyelle est entré à Paribas en 1974. Il y a travaillé successivement à la direction des Affaires fiscales, à la Gestion privée puis à la Gestion financière. Nommé secrétaire du conseil de la banque en 1985 puis de la Compagnie financière en 1987, il est devenu secrétaire général de Paribas en 1993. En 2000, après la fusion entre BNP et Paribas, il a été nommé responsable de l'ingénierie des opérations du pôle Banque privée et gestion d'actifs. Il a terminé sa carrière comme adjoint au responsable de la Conformité du Groupe BNP Paribas et est parti en retraite en 2015.
Pierre-Édouard Noyelle était très attaché à l'histoire et au patrimoine de Paribas : il avait pris un soin particulier à la protection des archives historiques de la Banque ottomane, autrefois filiale de Paribas, en les confiant aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix et avait versé un important fonds d'archives lors de son départ de la banque. Il était administrateur de l'Association pour l'histoire de BNP Paribas jusqu'à 2015.

GERASIMOS NOTARAS (1936-2022), un archiviste hors normes

Nous avons appris le décès le 3 juillet 2022 de Gerasimos Notaras, superviseur des Archives historiques de la Banque nationale de Grèce. S'il n'était pas de la « famille » BNP Paribas, Gerasimos Notaras entretenait des relations professionnelles très régulières et amicales avec le service Archives et Histoire et l'Association pour l'histoire de BNP Paribas. Né à Patras en 1936, il avait effectué ses études supérieures (sociologie politique et sciences politiques) à l'Université de Lausanne où il avait ensuite enseigné. Il était rentré en Grèce en 1965 mais sa résistance au coup d'État des colonels en 1967 lui avait valu plus de 5 ans de prison ; il y avait même été torturé pendant deux mois. Dans son français parfait, il confiait en riant qu'en prison, il avait beaucoup travaillé, enseigné et réconforté quelques très jeunes militants qui étaient devenus plus tard les cadres dirigeants de l'État démocratique. En 1979, il avait pris la direction des archives de la Banque nationale de Grèce et, autour des années 1990-2000, leur avait fait prendre un tournant digital qui faisait figure de modèle pour les autres banques européennes. Nous le retrouvions aux colloques de l'*European Association for Banking History*, où ses avis faisaient autorité et dont il était devenu vice-président. Gerasimos Notaras a enseigné à l'ÉHESS et à l'École française d'Athènes comme professeur associé. Il était chevalier de la Légion d'honneur.

Gerasimos Notaras avec Patrick de Villepin, Paris 2017.

ACTUALITÉS DU DÉPARTEMENT ARCHIVES ET HISTOIRE DE BNP PARIBAS

Marie Laperdrix

L'année 2022 a été marquée par la reprise des événements et des interventions en présentiel et par le déménagement du département dans ses nouveaux locaux au Millénaire 4 (Paris 19) avec l'ensemble de la direction de l'Engagement d'entreprise. Une année chargée au service de la très riche histoire du Groupe !

ASSURER UNE CONSERVATION OPTIMALE DU PATRIMOINE PHYSIQUE ET NUMÉRIQUE DU GROUPE

Après un travail important de réorganisation des magasins d'archives, les versements d'archives historiques ont pu reprendre à Dinan. Près de 175 ml d'archives ont été collectées en 2022 venant de Banque commerciale en France, de Personal Finance, de la Fondation BNP Paribas ou encore de BNP Paribas AM. En parallèle de ces archives physiques, la campagne de collecte des archives numériques liées à la COVID 19 s'est achevée. Le fonds d'archives numériques du Groupe a également été complété par de nouvelles archives audiovisuelles et des archives nativement numériques en provenance entre autres de Personal Finance.

A noter : un chantier inédit d'archivage de la Fondation BNP Paribas a été mené avec l'aide des étudiants de master 2 de l'École nationale des chartes (ENC) puis par la présence d'une archiviste dédiée pendant quelques mois pour traiter les archives. Les travaux des étudiants ont été présentés à l'ENC devant la Fondation et en présence de la directrice de l'École, Mme Michelle Bubenicek. Merci encore à l'ENC pour l'accueil favorable reçu !

Toutes ces actions conjointes visent à renforcer la prise en compte des enjeux des archives historiques au sein du Groupe et assurer la préservation de son patrimoine à travers le monde, qu'il soit physique ou numérique.

La bibliothèque historique de l'Association et un magasin d'archives à Dinan

MODERNISER LE SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION DES ARCHIVES HISTORIQUES PHYSIQUES ET NUMÉRIQUES : UN PROJET STRATÉGIQUE POUR ARCHIVES ET HISTOIRE

Se doter d'un système d'information performant, en pointe avec les nouvelles exigences réglementaires de conservation, tel est l'objectif poursuivi par Archives et Histoire et les services informatiques de BNP Paribas. Après 6 mois d'études, un nouveau projet a été lancé en septembre 2022. Un nouvel outil adapté aux besoins et aux usages des archivistes et de la banque sera mis en production d'ici l'été 2023. Plus moderne, plus ergonomique, plus adapté à la conservation du patrimoine numérique, il permettra à terme à l'ensemble des correspondants Archives et Histoire du Groupe de réaliser leurs versements d'archives historiques et de les consulter en ligne de manière facilitée. Pour nous accompagner dans cette transformation, la société KLEE Group et son logiciel Spark Archives ont été retenus. Déjà présent chez Saint-Gobain ou encore Total Energies, ce logiciel permettra de compléter de manière satisfaisante le catalogue de services proposé aux entités de BNP Paribas. Il facilitera également l'accès aux archives pour tous les chercheurs venant régulièrement consulter les fonds.

UN NOUVEAU SITE INTERNET SOURCE D'HISTOIRE QUI TROUVE SON PUBLIC

Les nouvelles rubriques et les nouveaux contenus du site internet ont trouvé leur public. Une consultation en nette hausse, un temps de parcours amélioré et plus efficace avec la prise en compte des questions d'accessibilité font partie des réussites de ce nouveau site internet. Parmi les rubriques les plus consultées, il faut noter la partie dédiée aux chercheurs agrémentée d'une rubrique actualités qui indique les nouveaux fonds d'archives traités et accessibles à tous ainsi que les rapports annuels numérisés. Archives et Histoire réfléchit d'ailleurs à augmenter à l'avenir la présence de fonds numérisés sur son site internet pour faire écho au projet en cours de numérisation des circulaires des années 1930 aux années 1970 de la BNCI et de la BNP.

N'hésitez pas à le parcourir, à partager et à laisser vos commentaires à l'adresse suivante : *https://histoire.bnpparibas/*.

Enfin l'offre de podcast s'est étoffée en 2022. Les podcasts relatifs à Horace Finaly (juin 2022) ou à l'autonomie financière des femmes (décembre 2022) font partie des podcasts les plus écoutés du Groupe.

Ecoutez ce podcast sur toutes les plateformes :
https://podcast.ausha.co/comm-dab-histoire-bnpparibas

UN ENGAGEMENT RENFORCÉ AUPRÈS DE LA RECHERCHE, DES JEUNES CHERCHEURS ET DE LA MÉDIATION CULTURELLE

Le patrimoine bancaire est un fonds exceptionnel qu'il convient de faire connaître et de valoriser auprès du monde de la recherche et des jeunes chercheurs.

Archives et Histoire a donc renforcé son engagement auprès des jeunes en multipliant les interventions auprès des universités et des étudiants de master et de doctorat et en accueillant en stages certains étudiants pour des périodes plutôt longues (6 mois) ; ce qui leur leur permet ainsi d'exploiter largement les archives du Groupe en les consultant directement sur le site de Dinan. Certains étudiants ont proposé des projets originaux de valorisation qui seront développés pour partie en 2023.

Par ailleurs, le département s'est doté d'un pôle spécifique dédié à la recherche et aux partenariats scientifiques qui a, entre autres, travaillé en 2022 avec l'association Mémorial France sur les archives mémorielles ; avec l'École nationale des chartes et des apprentis archivistes sur les archives de la Fondation BNP Paribas ; ou encore avec l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) pour un partenariat inédit qui permettra d'accueillir plusieurs chercheurs en 2023 à Dinan pour consulter les fonds d'archives de la Banque.

Par ailleurs, en plus de poursuivre son accompagnement du prix du meilleur youtubeur d'histoire francophone, Archives et Histoire a renouvelé son partenariat avec le magazine *Historia* pour ses prix *Historia,* permettant aux archives de BNP Paribas de trouver un écho éditorial renouvelé dans le magazine papier (novembre 2022) ou dans les newsletters du magazine (entre juillet et novembre 2022). Un écho indispensable pour démontrer encore la richesse des fonds du Groupe et leur diversité !

Enfin, il est nécessaire de signaler que Archives et Histoire est engagé comme parrain premium du congrès international d'histoire des entreprises qui se tiendra à Paris en juin 2023 et qui fera une place particulière à Gustave Eiffel dont nous célébrerons le centenaire de la mort. Ce parrainage permettra à

plusieurs étudiants français et étrangers d'obtenir des bourses pour venir assister au congrès ou présenter leur communication autour des archives économiques et financières ainsi que de présenter leurs travaux dans le cadre du salon du congrès.

DES PROJETS DE VALORISATION DES ARCHIVES POUR ACCOMPAGNER LES TEMPS FORTS DU GROUPE BNP PARIBAS

De nombreuses recherches ont été réalisées par Archives et Histoire en 2022 pour accompagner le plan GTS 2022-2025 du Groupe BNP Paribas : histoire des moyens de paiement, de l'engagement associatif, des Grands Moulins de Paris-Pantin, ou encore de la lutte pour le droit des femmes, autant de sujets qui ont été abordés au cours de l'année. Archives et Histoire a aussi accompagné la semaine de la diversité du Groupe en contribuant à sa manière aux projections en avant-première du film *Simone* d'Olivier Dahan. Une table-ronde inédite réunissant Caroline Courtin, responsable Diversité et inclusion du Groupe et Bruno Ricard, directeur des Archives nationales, a permis de discuter de la place des archives dans le parcours de Simone Veil pour le plus grand plaisir des collaborateurs, associations ou invités présents.

Par ailleurs, pour soutenir les projets de rénovation des immeubles du Groupe, plusieurs initiatives ont été menées à la demande de la direction de l'Immobilier (reprise de visites guidées sur site aux Grands Moulins de Pantin) ou du GPAC Bretagne (visite du centre de conservation des archives de Dinan pour les collaborateurs du Groupe). L'engouement rencontré pour ces visites guidées aboutira au lancement à l'automne 2023 d'une application de visite virtuelle du site réalisée avec le concours des services gérant le site et de l'inventaire régional d'Ile-de-France.

Enfin, 2022 a été l'année du centenaire du décès de Marcel Proust, qui entretint une relation privilégiée avec l'ancien directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas, Horace Finaly. Le Groupe a donc accompagné la sortie du livre éditant les lettres inédites de Marcel Proust à Horace Finaly aux éditions Gallimard. Une belle publication que nous vous invitons à découvrir dans les recensions de ce bulletin.

Bref, beaucoup de contenus nouveaux à découvrir, voir ou écouter sur Source d'histoire (*https://histoire.bnpparibas/*) et de nombreux contenus à redécouvrir en 2023 autour de nos 200 ans d'histoire.

Visite des Grands moulins de Pantin

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale de l'Association pour l'Histoire de BNP Paribas s'est réunie le 12 mai 2022.

Le président Patrick de Villepin s'est réjoui de constater que l'Association est vivante et saine comme le prouvent la qualité du dernier Bulletin, qui a suscité les félicitations du président et du président d'honneur de la Banque, M. Lemierre et M. Pébereau, ainsi que la situation très satisfaisante de la trésorerie.

Le président a souligné combien le relooking du Bulletin, la refonte en cours du site internet, le travail en cours sur la gouvernance, le projet de plaquette sur le bicentenaire de BNP Paribas Fortis attestent de sa vitalité. Il a également insisté sur la nécessité pour l'Association de rester ouverte sur l'avenir : un profond renouvellement générationnel est indispensable avec, comme objectif, une majorité d'adhérents qui ne seront ni BNP, ni Paribas d'origine, ce qui implique une communication active pour obtenir des adhésions.

L'assemblée a procédé au vote des résolutions régulières : rapport moral, rapport financier et approbation des comptes, quitus. Il s'agissait là du dernier rapport financier présenté par Robert Coulon, trésorier de l'Association depuis plus de 20 ans, qui a souhaité prendre du recul ; le président l'a chaleureusement remercié pour son temps et sa compétence au service de l'Association, remerciements auxquels l'assemblée s'est jointe unanimement. L'assemblée a procédé ensuite à l'élection des administrateurs dont le mandat était venu à expiration ; tous les administrateurs candidats au renouvellement de leur mandat ont été réélus, la cooptation de Nolwenn Lopez et l'élection d'Olivier Dulac au conseil rassemblant tous les suffrages. Comme attendu, le président a confirmé que l'Association devait déménager, quitter ses actuels locaux de la rue de Marivaux pour s'installer dans l'immeuble qui regroupe toutes les associations liées à la Banque situé 150 rue du Faubourg-Poissonnière à la jonction des 9e et 10e arrondissements de Paris.

L'assemblée s'est terminée par une conférence très intéressante et très documentée de Jean-Louis Moreau, historien belge qui connaît parfaitement les entreprises de Belgique et leur passé, sur les 200 ans d'histoire de BNP Paribas Fortis et de ses institutions fondatrices, mettant en relief le rôle qu'elles ont joué dans le développement de l'économie belge par leurs innovations bancaires et commerciales et dans le renforcement des relations économiques et financières avec la France.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration du 12 mai 2022, tenu à l'issue de l'assemblée générale, a réélu à l'unanimité Patrick de Villepin comme président et lui a délégué les pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes et opérations qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale.

Le conseil a été informé de la mise à jour du site de l'Association qui a été faite en coopération avec la Banque. Ce site n'est plus en ligne actuellement, mais l'acquisition d'un nom de domaine va résoudre ce problème.
Conformément aux statuts, le conseil a procédé à l'élection des membres du bureau de l'Association.

La question du renouvellement du Comité scientifique de l'Association a été abordée ainsi que le programme d'action que le Comité renouvelé devrait proposer au conseil.

Le conseil a débattu des besoins de l'Association en étudiants-chercheurs, de leur profil, du cahier des charges à établir et de la lettre de cadrage à leur remettre si décision est prise d'en recruter pour remplacer ceux qui arrivent à la fin de leur contrat.

LES INSTANCES ET L'ÉQUIPE DE L'ASSOCIATION

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Patrick de Villepin, président
- Robert Coulon
- Thierry Coussieu
- Jean-François Daudrix
- Olivier Dulac
- François Falque-Pierrotin
- Marie Laperdrix, vice-présidente, membre de droit, représentant BNP Paribas
- Marie-Emmanuelle Leroy, secrétaire du conseil
- Nolwenn Lopez
- Roger Nougaret
- Laure Quennouëlle-Corre
- Roger Solomé

LE BUREAU

- Patrick de Villepin, président
- Marie Laperdrix, vice-présidente
- Thierry Coussieu, secrétaire général
- Roger Nougaret, trésorier

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

- Hubert Bonin, IEP de Bordeaux, Université de Bordeaux
- Éric Bussière, Sorbonne Université
- Sabine Effosse, Université de Paris Nanterre
- Cyril Grange, CNRS
- Jean-Louis Moreau, Association pour la valorisation des archives d'entreprises, Bruxelles
- Roger Nougaret, Comité des travaux historiques et scientifiques, Paris
- Laure Quennouëlle-Corre, CNRS
- Nicolas Stoskopf, Université de Haute Alsace, à Mulhouse
- Patrick de Villepin, président de l'Association

NOUS CONTACTER

ADRESSE POSTALE

Association pour l'histoire de BNP Paribas,

ACI : CSE05W0
150 Rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris

associationhistoirebnpparibas@gmail.com

https://assohistoirebnpparibas.fr

NOUS RENDRE VISITE